

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 16 JUIN 1978 - N° 720

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

GREVES MASSIVES AUX ARSENAUX



- Brest : occupation depuis mardi reconduite pour vendredi
- Grève à Lorient, Indret, Clermont-Ferrand, Toulon, Tarbes, Roanne, Bourges...

Lire en page 5

Giscard :
**«Attendez
l'an 2000»**

«Puisque l'histoire s'accroche à des dates, je crois qu'il est important que notre pays entre en bon état dans le troisième millénaire et qu'à cette occasion, il constitue l'exemple de ce que pourrait être une société libre, pacifique, juste.»

Ainsi parlait Giscard d'Estaing, en sa conférence de presse du mercredi 14 juin, s'accrochant au futur pour effacer le présent.

Pacifique, annonce le Nostradamus de la société libérale avancée, dans le déploiement des corolles des parachutes, dans le vrombissement des Jaguars, lançant leurs bombes sur les peuples sahraouis et tchadiens.

Libre et juste, déclame gravement notre orateur de comices agricoles, notre aristocrate-charlatan. Pourquoi ne pas graver ces mots sur les ceinturons des CRS envahissant Renault, sur les crosses des mousquetons des gardes mobiles réprimant les manifestations, sur le bonnet des juges qui ont extradé Klaus Croissant, sur les bulletins de salaire des ouvriers, les cartes de pointage à l'ANPE, sur les presses des OS de Flins ?

Mais après tout, les prophéties giscardiennes pour l'an 2 000 se vérifieront... sans lui, ni société oppressive, agressive, injuste.

Lire en page 3

Baie de Seine

Alerte aux algues toxiques

Le ramassage des coquillages est interdit sur les côtes normandes, où une grande prolifération d'algues microscopiques qui produisent de dangereuses toxines a été constatée. Les variations de température des eaux ont favorisé cette brusque apparition. Les pêcheurs de la région mettent également en cause la très forte pollution en Baie de Seine, ainsi que l'utilisation intensive des détergents à l'occasion de diverses pollutions pétrolières.

Lire en page 7

Quand une MJC l'ouvre, on la ferme

A Mandelieu, la MJC gênait la municipalité CDS. Le maire, Madame Moreau, la ferme. A quelques kilomètres de là à Vallauris, la municipalité PS ferme également la MJC, réglant sur son dos les comptes de la désunion PC-PS.

Lire en page 4

Beaubourg : Intervention des dissidents soviétiques

Mercredi soir, alors que le poète soviétique Voznessenski donnait lecture de ses poèmes au Centre Beaubourg, plusieurs dissidents dont Leonid Pliouchtch sont intervenus en distribuant un tract dénonçant l'absence de liberté d'expression en URSS, et la répression dont a été victime Voznessenski et de nombreux autres dans leur pays.

Lire en page 10

Renault-Cléon : Quelques questions sur la lutte

Lire page 6

Chine-Vietnam : Déclaration du ministère chinois des affaires étrangères

Dans une déclaration le ministère chinois des Affaires étrangères rappelle les accords passés entre le Vietnam et la Chine concernant le statut des ressortissants chinois au Vietnam. Il apprécie l'éviction en cours des ressortissants chinois du Vietnam comme une violation de ces accords.

Lire en page 9

Paras nettoyeurs de plage et racistes

«Salaie nègre du Zaïre». C'est ainsi que M. Coulabouly, stagiaire ivoirien a été pris à partie par un groupe de hussards parachutistes de Tarbes, venus nettoyer les plages. Le jeune ivoirien et son ami qui tentait de le défendre ont été roués de coups. Les habitants de Paimpol où s'est déroulée cette agression demandent le départ des paras.

Interview «exclusive» d'Érulin

Erulin, cet ancien tortionnaire en Algérie, et aujourd'hui commandant du 2^e REP, a trouvé un journal — un seul — assez complaisant pour recueillir son récit de l'«opération Kolwezi». «Indigènes», «nettoyage», de Kolwezi, sont les maîtres-mots d'un vocabulaire qui ne s'est pas renouvelé depuis l'époque où Erulin sévissait en Algérie.

Tout cela s'étale — ou dégouline — dans *Le Provençal*, le journal de Gaston Defferre, secrétaire national du Parti socialiste. Avec cette nuance toutefois : il s'agit plus précisément de l'édition corse de ce torchon. Les Corses apprécieront sans doute cette touchante attention. Dis-moi quelles sont tes exclusivités, je te dirai qui tu es, comme on aurait pu le dire du temps où *Le Figaro* publiait les mémoires du nazi Skorzeny.

Après RMC et l'AFP, l'agence Havas dirigée par un giscardien

Yves Cannac vient d'être nommé PDG de l'agence Havas. Cette agence assure, entre autres activités, le contrôle étroit des budgets publicitaires de toute la presse régionale, ainsi que la publicité de RTL. Dans ces conditions, on ne s'étonnera pas d'apprendre qu'Yves Cannac, ancien secrétaire général adjoint de l'Élysée, est un intime de Giscard. Venant après la nomination de Bouzinac, imposée à l'AFP, et celle de Michel Bassi, spécialiste de la propagande électorale giscardienne, à la tête de Radio Monte-Carlo, celle de Cannac ne manquera pas de faire grincer des dents ceux qui, au RPR, s'inquiètent de la mise en place progressive de l'«État-UDF».

Etat - UDF contre Paris - RPR

La querelle entre l'Etat et la municipalité de Paris va connaître des rebondissements prochainement. La décision du gouvernement d'imputer d'office à la ville de Paris la charge des 142 millions dûs au titre des charges de police, va être évoquée prochainement au Conseil de Paris.

Chirac, dans cette affaire, est soutenu par l'ensemble du Conseil, partis de gauche compris. Cette imposition contraindrait la municipalité à une hausse des impôts locaux que personne ne se soucie de cautionner.

Les conseillers socialistes ont fait remarquer, quant à eux, que Chirac avait un moyen de faire pression sur le gouvernement, c'était de porter le débat au niveau du parlement. Le RPR s'y refuse. Des négociations se déroulent sur les modalités de paiement entre l'Etat et la ville.

Maigre bilan de l'accord sur la préretraite volontaire

Depuis un an, il est possible aux salariés de plus de 60 ans du secteur privé de prendre leur retraite au taux de 70 % du dernier salaire brut. Ce ne sont que 27 500 salariés qui ont opté pour cette solution, sur 400 000 qui pouvaient y prétendre.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225, 75 924 Paris Cedex 19

PCF : LES REMOUS CONTINUENT

La contestation dans le PCF ne tarit pas, malgré les affirmations de la direction. C'est ainsi que les oppositionnels du Loiret appellent à se regrouper. *L'Humanité* de ce mercredi poursuit son feuilleton de concert d'indignations de militants contre les fractionnistes. Elleinstein, qu'on n'avait plus entendu depuis quelque temps, parle... de l'URSS, et au passage, répond sans en avoir l'air à certaines critiques de la direction du PCF à son égard.

UN APPEL AU REGROUPEMENT DES OPPOSITIONNELS DANS LE LOIRET

Le jour même où le quotidien régional *La République du Centre* faisait le compte-rendu d'une réunion des responsables fédéraux du PCF pour la région Centre (réunion tenue en présence de Vieuquet, «préfet de région du PCF» et membre du Bureau Politique), paraissait à côté un «appel aux communistes du Centre».

C'est le titre d'un texte envoyé par un ancien membre du secrétariat de la section d'Olivet, membre de la commission «logement» auprès du Comité Central. Il explique ainsi son geste : «Cet appel est lancé après bien des hésitations, mais il arrive un moment où il faut prendre sa plume. Lors de notre fête fédérale, j'ai eu de nombreuses discussions et qu'on en dit des directions», nombreux sont les camarades qui veulent des changements profonds et davantage de démocratie dans notre parti. Nous sommes déjà nombreux dans le Loiret. Re-

joignez nous, car seul le nombre imposera les changements indispensables pour aller de l'avant. Il faut signaler que cet appel direct au regroupement est accompagné de l'adresse de cet oppositionnel. L'ensemble des critiques portent sur le fonctionnement et les pratiques internes du PCF. Après avoir dénoncé l'absence de débat dans *L'Humanité*, il poursuit : «Il est temps que certains dirigeants cessent de se croire infailibles sous les seuls prétextes qu'ils sont dirigeants». Nous apprenons ainsi que la candidature du secrétaire fédéral pour les législatives a été imposée contre l'avis «de nombreux camarades». L'appel finit par un «camarades, il faut que cela change», qui ne doit pas être du goût des responsables fédéraux, mais qui ne surprend pas au vu des propos que nous avions pu recueillir lors de la fête fédérale (voir QdP du 6 juin).

Corr. ORLÈANS

TOURS : DES DÉMISSIONS

Depuis plusieurs mois, une crise larvée traverse les sections de Tours du PCF. Deux clans s'y sont formés, autour du secrétaire fédéral, maire de St-Pierre, et autour des «libéraux» comme l'ancien directeur de la maison de la culture. Cette crise vient de connaître un début de réso-

lution : les oppositionnels, proches des thèses d'Elleinstein, ont tenu une réunion «à part». Un mouchard de la fédération était là. Résultat : une violente campagne contre les «fractionnistes», et finalement la démission de plusieurs de ceux-ci.

BLOCAGE

Le lyrisme est à l'ordre du jour dans *L'Humanité* de mercredi pour évoquer «l'émotion indignée de dizaines de milliers de communistes que soulève l'activité fractionnelle menée par quelques-uns des nôtres».

Comme par hasard, on fait donner les bataillons de l'UEC de Grenoble. Il s'agit de faire oublier qu'à la fête de la JC, de nombreux stands de l'UEC proposaient des textes des oppositionnels. La réaction la plus croustillante est certainement celle du co-

ELLEINSTEIN ET LES MORCEAUX DE SOCIALISME

Ces derniers temps, les «chefs de file» de la contestation s'étaient montrés plus discrets. C'est ainsi qu'Elleinstein avait décommandé sa participation à la fête du PSU, «pour des raisons d'opportunité politique». Il publie de nouveau une interview dans la presse bourgeoise, mais pour parler surtout d'autre chose. C'est sur la nature de l'URSS qu'il s'exprime dans *Le Matin*, en réponse à un article de l'hebdomadaire soviétique *Temps Nouveaux*. Il revient sur ses appréciations de l'État soviétique, dont il se défend de vouloir «faire le

procès à 100 %». Il y reprend la thèse pour le moins curieuse des «morceaux de socialisme», d'un socialisme inachevé, bloqué par le développement de la bureaucratie.

Par la bande, il en profite tout de même pour répondre aux dirigeants de son parti qui l'ont accusé de vouloir abandonner le terme même de communisme. Il rejette cette attaque (portée également par l'éditorialiste soviétique) d'un catégorique «c'est bien entendu absolument faux» pas forcément convaincant.

FÊTE DU PCF A RENNES : FABRIQUONS FRANÇAIS

Dimanche dernier, se tenait à Rennes la fête annuelle du PCF d'Ille-et-Vilaine. Pas de débats, ni de forums, mais une exposition de toute la gamme de Fiat.

Pour expliquer les licenciements prévus à la SPLI, le PCF serine que les milliardaires préfèrent investir à l'étranger. Conclusion : fabriquons français. Les ouvrières de la SPLI ne sont pas très enthousiastes pour reprendre ce mot d'ordre : un militant du PCF ne trouve rien d'autre à répondre que : «Si elles ne sont pas d'accord avec le PCF, c'est leur droit ; d'ailleurs il n'y a aucune adhérente du PCF dans cette boîte».

A la porte, les militants du PCR ml et de l'UCJR engagent le débat, en diffusant l'appel aux militants du PCF. Des militants du

PCF sont gênés pour expliquer la position de leur parti sur la coupe du Monde. Certains achètent *l'Épique*, journal du COBA ; un autre reconnaît : «Oui, c'est vrai, Videla est un fasciste».

Des débats ont lieu également sur la démocratie interne au PCF : «Avez-vous discuté du changement de position sur la force de frappe ? — Non, mais on ne peut pas discuter sur tout, on est trop nombreux, ça prendrait trop de temps».

Certains militants nous disent : «Il faudrait que la discussion soit plus large dans le parti, pas seulement à l'occasion du congrès». D'autres nous disent qu'ils préparent le XXIII^e congrès et affirment «la direction devra changer».

Correspondance

LE CONSEILLER GÉNÉRAL DÉMISSIONNAIRE DU PC EN LOZÈRE S'EXPLIQUE

Dans une interview à *Libération*, André Terrisson, conseiller général de Lozère, à Florac fournit des explications sur sa démission du PC au lendemain du rapport Marchais : «Depuis des décennies, les gauchistes ont ouvert des fronts de lutte. Nous nous sommes contentés, nous communistes, de n'être que des experts sociaux et nous avons oublié une réalité qui fait la pratique du gauchisme. Le monde change, les problèmes aussi (...) J'ai eu des problèmes avec la direction du parti en ce qui concerne la lutte des naysans de

Naussac (...) le parti a oublié une chose nous devons être là où il y a lutte (...).

Transformer le parti ? Je n'y crois pas (...) Quand il y a désaccord et que le débat est occulté, il doit y avoir rupture. C'est à l'extérieur du parti que la lutte pour l'union du peuple doit se mener. C'est vrai, je refuse la fraction, mais à l'extérieur du parti, je continuerai mon action pour créer des relations à la base avec des socialistes, les gauchistes, les écologistes et tous les mouvements de lutte».

Conférence de presse de Giscard

L'OUVERTURE ET L'AUSTÉRITÉ

● Les conférences de presse présidentielles sont autant destinées à faire le point des initiatives et de la politique gouvernementale qu'à valoriser la fonction présidentielle. Traditionnellement, Giscard ménage ainsi l'ordonnement de ses «réunions

Giscard se fixe, en tant que président de la République, trois objectifs : promouvoir «une démocratie paisible et réfléchie», placer la France «au premier rang des nations qui ne sont pas des super-puissances», et enfin «faire en sorte que la France entre en bon état dans le troisième millénaire». C'était là l'effet de style : il aura fallu attendre la fin de la conférence de presse pour connaître la troisième ambition giscardienne.

Parti sur de grandes et nébuleuses idées, Giscard aura donc terminé de même. Entre temps, il sera malgré tout redescendu à un niveau plus terre à terre, plus équilibré, plus sournois aussi, celui de la politique gouvernementale. Si l'on s'en tient aux grands thèmes abordés, cette conférence de presse n'aura rien apporté qu'on ne savait déjà : l'ouverture en politique intérieure, l'austérité en matière économique, la justification des interventions en Afrique pour ce qui est de la partie internationale. En brochant autour de ces grandes têtes de chapitres, parfois aussi en répondant aux questions des journalistes, Giscard a cependant fourni quelques précisions.

L'OUVERTURE AGRANDIE

Dans le domaine de l'ouverture politique tout d'abord. Il a bien précisé que

cette ouverture ne signifiait par un quelconque bouleversement des équilibres politiques, mais simplement la recherche d'une «cohabitation raisonnable». Propos bien évidemment destinés à donner quelques apaisements au «partenaire» RPR. Cette cohabitation raisonnable doit prendre des formes concrètes : ainsi a été annoncée la volonté de limiter le cumul des mandats — l'idée n'est pas neuve, mais le RPR s'y oppose — la volonté de mettre en application pour le 1^{er} janvier 1980 d'une loi sur le financement des partis — et la volonté de ne pas s'opposer à la présence de membres du PCF dans les rédactions des journaux télévisés — ce fut d'ailleurs la seule question que le représentant du PCF, Andrieu, a posée, lui qui était invité. La volonté de modifier le type de scrutin dans les communes de plus de 30 000 habitants, et enfin la volonté

de donner à l'opposition un droit de réponse au gouvernement systématique sur les chaînes de télévision. Il faut bien parler de la volonté présidentielle, puisqu'à l'évidence ces différentes initiatives vont se heurter à une opposition du RPR. Toujours est-il que fort de son succès électoral, et de la cassure de la gauche qu'il a d'ailleurs saluée, Giscard s'engage résolument dans la voie de l'ouverture.

SOUTIEN A BARRE

Ces accents d'apparence libéraux ont significativement disparu pour ce qui est des problèmes économiques. Certes Giscard ose encore dire que son objectif est le plein emploi, mais il précise immédiatement que ce n'est pas pour demain (qui l'aurait cru s'il avait osé le dire !). Certes il annonce pour le 1^{er} juillet un certain nombre de mesures concernant les per-

Le financement des partis

Comment «assainir» le financement des partis politiques ? Giscard a donné quelques éclaircissements là-dessus : la répartition des fonds alloués ne pourrait se faire «que sur la base des résultats du suffrage universel». Et comment apprécier les résultats de ce suffrage universel : «Au nombre d'élus représentés au parlement.» Ce qui signifie en clair qu'au cas où cette loi serait mise en application, elle ne concernerait que les partis bourgeois déjà présents au Parlement.

DES «ANTI-IMPÉRIALISTES» INQUIETS

● En pleine guerre du Shaba, choisir Cuba pour être, au mois de juillet, le centre d'une manifestation anti-impérialiste, cela ressemble à une farce ou à une provocation. Dans l'esprit de ses organisateurs, ce n'est pourtant ni l'un ni l'autre, au point que la défection du mouvement de la jeunesse socialiste, qui vient d'annoncer qu'il se retirait de la préparation du onzième festival mondial de la jeunesse et des étudiants, a été fort mal reçue par Alain Gamard, «secrétaire-coordonateur» de cette initiative.

Alain Gamard trouve «désinvolte» la décision du MJSF, et s'élève contre «une telle pratique qui consiste à placer les autres devant le fait accompli», pratique qu'il juge non conforme «à la tradition de coopération loyale entre les organisations démocratiques de la jeunesse».

L'Humanité, bien sûr, ne manque pas cette occasion, publie sans autre forme de procès le communiqué accusateur lancé par le comité d'initiative. Il est vrai que dans ce comité, le PCF est particulièrement bien représenté :

23 organisations françaises en faisaient partie jusqu'ici, et parmi elles on trouvait : le MJCF, l'UNCAL, l'UNEF, la CGT, voisinant avec la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) et la Coordination permanente des CET.

Rien d'étonnant donc qu'on choisisse de crier très haut contre les procédés employés par le MJSF, et qu'on évite soigneusement de s'interroger sur les raisons qui ont pu motiver ce retrait. Il a fallu deux ans de travail et de sollicitations de toute sorte

de part et d'autre pour que la décision de tenir à la Havane ces journées anti-impérialistes, puisse entrer dans les faits, à cause des remous que cette décision entraînait dans l'organisation. Ce n'est pas le moment de la laisser remettre en cause en suscitant un nouveau débat !

A l'heure où l'organisation révisionniste de la jeunesse est traversée par une vague de remise en cause, où beaucoup s'interrogent sur la nature de l'Union soviétique, le caractère agressif de Cuba pourrait être une nouvelle pierre d'achoppement susceptible de rassembler les critiques. Et beaucoup conservent également la rancœur de l'attitude adoptée par le PCF vis-à-vis du boycott de la coupe du monde en Argentine. Il ne manquerait plus qu'il prenne à quelques uns la volonté de boycotter Cuba !



sonnes âgées et les familles, mais il insiste sur l'effort à accomplir, et les difficultés qui en découleront. On notera l'insistance giscardienne à parler des négociations en cours («quatre grandes négociations nationales, et six négociations par branches»), et sa volonté de les voir aboutir avant l'automne. C'est le rendez-vous avec les travailleurs à la rentrée que craint Giscard, et c'est pour cela qu'il voudrait bien quelques résultats négociés avant d'aborder ce tournant. L'annonce de nouvelles mesures de participation (la distribution d'actions provenant d'une augmentation du capital des entreprises) participe de la même crainte, celle de la colère ouvrière qu'engendre la politique d'austérité.

CYNISME ET LIMITE DE L'IMPÉRIALISME

En matière de politique étrangère, les propos giscardiens n'auront rien révélé de nouveau. Malgré cela, le cynisme avec lequel Giscard a justifié ces interventions africaines, la manière dont il a défendu les actions françaises (Tchad, Sahara...) ne font qu'illustrer un peu plus la malaisance de la politique impérialiste de la France.

Malgré les rebondissements dus aux élections de mars, la bourgeoisie française en est toujours réduite à piloter à vue, et à tenir compte de ses limites. Implicitement ou explicitement, Giscard a reconnu qu'il devait tenir compte de l'existence des super-puissances comme de la poussée du Tiers Monde, des divisions de la bourgeoisie comme des risques d'une riposte ouvrière. Faire durer cet équilibre jusqu'à l'année du troisième millénaire, ce sera dur, très dur...

Nicolas DUVALLOIS

La loi sur les plus-values adoptée

COMPROMIS ENTRE LE RPR ET LE GOUVERNEMENT

En une demi-heure les députés RPR et le gouvernement sont tombés d'accord sur les concessions accordées réciproquement pour permettre l'adoption du projet sur les plus-values. La grande polémique entre le RPR et le gouvernement Chirac, que ce projet avait suscitée lors de sa présentation en 1976, s'est achevée dans un débat technique insipide, signifiant que le RPR aurait d'autres chevaux de bataille aujourd'hui et que le projet giscardien présenté avec grandiloquence comme grande contribution à l'égalité par l'équité fiscale se réduisait à peu de choses.

Le projet sur les plus-values est destiné à soumettre à l'impôt les revenus tirés des opérations boursières. Il prévoit trois cas :

— Ceux qui tirent l'essentiel de leur revenu d'opérations de bourse, et qui seraient imposés selon le principe de l'impôt sur le revenu ;

— Les boursicoteurs qui tirent moins de la moitié de leurs revenus de leurs opérations de bourse ; ceux-ci pourraient choisir entre l'intégration de leurs revenus boursiers à l'ensemble de leurs revenus

pour un calcul sur la base du taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et une taxation forfaitaire de 30 %.

— Les petits boursicoteurs imposés sur la base d'un taux forfaitaire de 15 %.

En 1976, il était présenté enrubanné de propos sur la justice, le gouvernement en faisait le symbole du «changement» selon Giscard.

C'est à ce titre que le RPR l'a alors violemment attaqué bloquant son adoption sous prétexte qu'il découragerait l'épargne et priverait l'industrie d'investissement.

Le gouvernement a accepté que le seuil d'exonération fiscal soit relevé chaque année les boursiers pourront augmenter de 1,6 fois leur portefeuille sans impôt supplémentaire. Il a également maintenu le compte Epargne à long terme, jusqu'en 1981, exonéré d'impôt.

Le compromis ainsi adopté a levé les ultimes conditions du RPR qui assure encore de tranquilles transactions à ses boursiers ; C'est la mesure exacte du changement giscardien !

Rassemblement populaire forums - débats

organisé par le comité UOP 11^e - 12^e
SAMEDI 17 JUIN 1978 DE 14 H A 19 H
A L'AGECA, 177 RUE DE CHARONNE - Paris 11^e
M^o Alexandre DUMAS

14 H : FORUMS AVEC LA PARTICIPATION DE MILITANTS D'ASSOCIATIONS DU QUARTIER

- Logement :** Logement trop petit, insalubre... loyer cher... expulsions... rénovation - déportation... Comment résister ?
- Immigrés :** Les luttes contre le racisme, contre les expulsions. La lutte des foyers Sonacotra.
- Femmes :** Où en est le mouvement des femmes aujourd'hui ? Bilan des récentes mobilisations des groupes femmes.
- Santé :** La psychiatrie répressive. Les fichiers scolaires. La loi d'orientation sur les handicapés.

MONTAGES DIAPOS - DÉBATS

● **ARGENTINE :** La répression avec la participation de militants du COBA

● **LA MARÉE NOIRE :** Qui est responsable ? Comment en éviter de nouvelles ? Avec la participation des Amis de la Terre du 12^e

17 h : MONTAGE DIAPOS : LA GREVE DE RENAULT DÉBAT :

— La crise de la gauche.
— Comment faire aboutir les revendications populaires ?

STANDS - MUSIQUE - BUFFET
Participation aux frais : 5 F

Mandelieu-la-Napoule (Alpes Maritimes)

LA MJC DERANGE, MADAME MOREAU LA FERME

● La vie des Maisons de la Jeunesse et de la Culture ne va pas sans difficultés, on le sait. Peu nombreuses, disposant de budgets étriqués, elles doivent de plus subir les pressions permanentes des municipalités qui veulent s'assurer un contrôle absolu sur leur fonctionnement et leur politique d'animation culturelle. Un exemple particulièrement aigü en est donné à Orléans où les cinq MJC sont en lutte, avec occupation, pour protester contre les fermetures prononcées par la municipalité de droite. Malgré les propos rassurants tenus au dernier congrès des MJC par Paul Dijoud, secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports dans le précédent gouvernement, ces relations conflictuelles n'ont pas cessé, loin de là. Un département se détache, de ce point de vue : les Alpes Maritimes. Tandis qu'à Nice, l'obstination des MJC semble avoir momentanément fait reculer le maire, Jacques Médecin, deux autres municipalités, à Vallauris et à Mandelieu-La-Napoule ont pris la relève. Un même objectif : s'assurer le contrôle de l'animation culturelle de la commune. Une même tactique : justifier la fermeture par des considérations financières de « mauvaise gestion ». Une méthode identique : couper les crédits municipaux, de façon autoritaire. Enfin, derrière tout cela, une même volonté de se livrer de cette façon à des règlements de comptes politiques. Seule différence dans ces deux conflits si semblables par ailleurs : une municipalité — Vallauris — est PS, l'autre — Mandelieu — CDS...

Maire de Mandelieu-la-Napoule depuis 1971, madame Louise Moreau, ex-vice présidente du CDS et candidate — élue — de ce parti aux législatives de mars dernier, n'a pas pris de gants pour liquider la MJC. C'est par la presse en effet que la MJC a été informée de la décision prise le 12 décembre 1977 par le conseil municipal de dénoncer la convention liant la municipalité à la MJC ; par la presse, alors que Madame Moreau et quatre autres conseillers municipaux siègent au Conseil d'Administration de la MJC ! Pas de motif officiel de la décision, l'article mentionnant simplement : « Cette dénonciation prenant effet le 1^{er} janvier 1979, les locaux du boulevard des Ecureuils seront à partir de cette date affectés à un office chargé de promouvoir les activités socio-éducatives de la commune ». Une condamnation à mort de la MJC, signifiée en moins de lignes que l'expression du soutien de madame Moreau à la transformation des pensions « opérations d'Afrique du Nord » en pensions de guerre...

MADAME MOREAU SE CACHE

Contre cette mesure arbitraire, décidée d'une façon incroyablement désinvolte, la riposte ne tarde pas. Une première réunion d'information réunit trois cents personnes. Un comité de défense se forme, regroupant des centaines de personnes et une trentaine d'associations, de partis politiques, de syndicats et de MJC. Plusieurs lettres de demande d'entrevue restent sans réponse. La lutte monte alors d'un cran. Après une campagne d'affichages et de distributions de tracts, une manifestation est organisée le 27 février dernier, devant la mairie, pour exiger d'être reçu. Malgré la pluie

près de 400 personnes se rassemblent devant la MJC. Deux cents mètres plus loin, sur l'avenue de Cannes, le cortège s'est encore grossi de deux cents personnes, preuve de soutien de la population ; c'est la première manifestation aussi massive à Mandelieu-la-Napoule. Tout au long du parcours, les manifestants déterminés et combattifs, scandent les mots d'ordre « Elus, expliquez-vous » « la population ne laissera pas fermer la MJC » « Madame Moreau ment » « pour une animation indépendante » « MJC vivra ». A la mairie, point de maire ni de conseiller ; portes closes et lumières éteintes. Au retour le cortège lance « Madame Moreau se cache », « Madame Moreau démission, conseillers moutons ». De nouvelles adhésions sont enregistrées, individuelles ou d'organisations ou sections syndicales.

UNE MJC QUI DERANGE

Madame Moreau avait justifié par avance son absence : elle était en congé, pour préparer les élections législatives... comme le dit le comité de défense « mensonge et mauvais prétextes se cachent ». Quels sont les motifs — d'abord officieux, puis rendus publics — de la décision de Louise Moreau ? « Mauvaise gestion » et « trou de 8 millions d'anciens francs dans le budget ».

A ces allégations, la MJC et le comité de défense ont répondu en février :

- 1) Madame le Maire et quatre conseillers municipaux faisaient justement partie du Conseil d'Administration de la MJC en tant que membres de droit.

- 2) Le 12 décembre 1977, date de la décision votée par le conseil municipal, le bilan de la MJC n'était pas encore fait. Ce



bilan est maintenant en notre possession.

Il n'y a absolument aucun trou.

Il existe pour l'année 1977, un déficit de deux millions neuf cent mille anciens francs, mais il faut préciser que ce déficit, et non pas un trou, bien en dessous des chiffres avancés par Madame Moreau, provient principalement du cinéma et de la colonie de vacances en Suisse. Colonie qui a accueilli cent vingt enfants et pour laquelle Madame Moreau avait oralement promis une subvention de vingt cinq mille NF qui n'est jamais venue.

Alors, quelles sont les véritables raisons de la fermeture ? C'est ce que nous avons demandé à Gérard Robion, membre du conseil d'administration de la MJC et du comité de défense.

— A Mandelieu, la MJC offrait aux jeunes des milieux populaires un lieu de rencontre, ils pouvaient y discuter de leurs problèmes. La MJC a pour but essentiellement de venir en aide aux jeunes qui ont des problèmes sociaux, de travail. Nous avons mené une politique, disons progressiste, en matière d'animation culturelle ; la MJC — seul cinéma de la commune — a passé des films intéressants suivis de débats, elle a permis à des enfants des milieux populaires d'accéder à des loisirs par des prix assez bas, que ce soit les colonies, l'école de voile, l'école de natation, et bien d'autres activités encore. C'est tout cela dont Madame Moreau ne voulait pas, surtout que Mandelieu est maintenant une ville où des tournois de golf mondiaux se déroulent ; Mandelieu veut offrir une image du « prestige de la Côte d'Azur ».

Dans cette optique, il lui faut créer un office municipal qu'elle pourra contrôler.

— Le fait que M. Magnan le directeur de la MJC soit connu pour appartenir au PCF n'est donc pas l'essentiel en l'affaire ?

— A mon avis, ça n'entre que pour une toute petite part dans sa décision. D'ailleurs, on lui a posé la question : « Si M. Magnan s'en va, maintenez-vous votre décision ? » Elle a eu cette réponse : « De toute façon ce sont surtout les statuts des MJC qui sont à revoir et j'essaierai de m'y employer ». Ce qu'elle met donc en cause c'est qu'elle ne peut pas contrôler entièrement la MJC, où s'instauraient des débats qui ne correspondent pas à ce qu'elle souhaiterait...

— Depuis la manifestation de février, comment s'est poursuivie la lutte ?

— Sur proposition de quelques personnes de la MJC de Vallauris, les deux MJC et le Comité de défense s'étaient réunis pour décider de faire une manifestation à Cannes au moment du festival. Peu après, le maire de Cannes — municipalité d'union de la gauche — a convoqué deux responsables de la MJC de Vallauris. Ladevèze a menacé de couper tous les crédits aux MJC de Cannes si la manif se tenait. A la suite de cette entrevue, la MJC de Vallauris, sans nous consulter, a décidé de renoncer à la manifestation. Lors d'une réunion commune Vallauris-Mandelieu, on leur a fait part de notre désaccord, on leur a dit que c'était un chantage et qu'ils marchaient dans une

combine qui pouvait en amener d'autres. Malgré tout ils ont maintenu leur position.

De plus, la section CGT de Sud-Aviation qui faisait partie du Comité de défense de Mandelieu s'est retirée à son tour de la manifestation. Comme on se retrouvait seuls on a dû annuler finalement le projet. Depuis, on a fait de nouveaux tracts. Mais c'est vrai que ce qui s'est passé a contribué à affaiblir notre position. Il paraît difficile d'éviter la fermeture maintenant.

— La MJC existe de-

puis sept ans. Pourquoi Madame Moreau décide-t-elle maintenant la fermeture ?

— De toute façon il y a toujours eu quelques problèmes. Mais disons qu'au départ, la MJC était très petite, avec peu d'activités, peu de jeunes qui la fréquentaient. Mais petit à petit la MJC s'est développée. En 77, elle comptait 1 300 adhérents dans une commune qui à 12 000 habitants ! Avec des dizaines d'activités pour tous les âges. C'est ce succès même qui a suscité la colère de la municipalité.

Fermeture de la MJC de Vallauris

Un épisode de la rivalité PS-PC

A Vallauris, la fermeture de la MJC constitue une nouvelle illustration de la « Désunion de la Gauche ». Le 26 décembre, Pierre Donnet, maire PS dénonçait le contrat de financement du poste de directrice de la MJC, pour « mauvaise gestion » et avec la volonté affichée de « mettre sur pied un organisme » dont la municipalité « aurait l'entier contrôle ». Le contrôle de la MJC étant assuré quant à lui par le PCF... La rivalité ouverte entre les deux partis s'était manifestée lors des municipales de 77 où ils n'avaient pu s'entendre pour une liste commune.

Deux listes homogènes de gauche s'étaient donc affrontées. Après sa victoire, le nouveau maire n'avait pas dissimulé qu'il consi-

dérait que l'ancienne municipalité — dominée par le PCF — avait transformé la MJC en annexe de l'appareil municipal. Après avoir commencé par éliminer un certain nombre de militants PCF des services municipaux où ils étaient — on s'en doute — fort nombreux, le maire a poursuivi sur sa lancée en s'attaquant à la MJC. Le PCF pousse, bien sûr, les hauts cris, lui qui ne s'est pas gêné pour investir la MJC de Vallauris et qui n'a cessé de contrôler étroitement les associations dans les municipalités qu'il gère, telle Vaulx-en-Velin où il a coupé les crédits à l'APACS, une association culturelle qui avait le tort de vouloir rester indépendante. Mais n'arrive-t-il pas souvent que l'hôpital se moque de la charité...

Arsenal de Brest

L'OCCUPATION SE POURSUIT

● Jeudi matin, dès 8 heures, les ouvriers de l'arsenal, rentrés dans les ateliers aux heures normales de prise de travail, sont repartis en multiples manifestations dans tous les ateliers. Ces défilés devaient durer toute la matinée, doublés par une intense campagne d'affichage partout dans l'arsenal. L'après-midi, les trois organisations syndicales convoquaient les 8 000 grévistes à une manifestation à 14 h 30 dans le quartier populaire de la ZUP de Brest 2. La grève est très massivement

suivie. Mercredi, à la précédente manifestation en ville, c'est plus de 6 000 gars qui s'étaient retrouvés pour affirmer qu'ils feraient revenir le gouvernement sur sa décision. Et pour les jours qui viennent, l'occupation des locaux est d'ores et déjà décidée, du moins pendant les heures de travail habituelles. Mais ce jeudi, dans tous les ateliers, la question de l'occupation de nuit était largement débattue. Dans l'ensemble des arsenaux du pays, des mots d'ordre de grève ont été lancés immédiatement.

Jeudi matin, on parlait déjà de 30 000 ouvriers des arsenaux en grève dans le pays. « C'est normal, nous disait mercredi matin un syndicaliste CFDT, on ne se laisse pas arracher un œil sans réagir ! » Bien qu'on ne soit qu'à deux semaines des vacances, il y avait longtemps que les gars de l'arsenal de Brest n'avaient manifesté une telle volonté de vaincre, d'obtenir leurs revendications : la mise en application du décret de 51.



Ce qui a mis le feu aux poudres

« Toucher aux décrets de 1951, c'était actionner un détonateur » déclarait mardi soir un délégué syndical. Ces décrets, pour les ouvriers des Arsenaux, c'est sacré, intouchable : il faut dire qu'ils les ont obtenus au terme d'une des luttes les plus dures du secteur, il y a maintenant 27 ans. La grève de 51 avait duré un mois. Elle s'était terminée sur une importante victoire : les salaires des Arsenaux étaient alignés sur ceux de la métallurgie parisienne, ce qui n'est pas un mince acquis. Pour les gars, les anciens, cette grève de 51, c'est quelque chose, ils s'en souviennent, elle les a plus marqués, disent-ils eux-mêmes, que mai 68.

Et voilà que l'an dernier, le plan Barre commence à revenir sur ces décrets. En mars 77, les augmentations trimestrielles régulières étaient stoppées, « pour un an ». A l'époque, il n'y avait pas eu de riposte. Pourtant, en un an, les ouvriers ont perdu au moins 4 %. Mais cette année, la situation n'est plus la même ! Et en déclarant cyniquement que la suspension de l'alignement sur la métallurgie parisien-

ne serait prolongée « jusqu'à ce que l'économie française soit rétablie », le ministère a mis le feu aux poudres. A l'évidence, les ouvriers des Arsenaux ne font guère confiance au premier économiste de France ! Pour eux, autant leur dire que les décrets seront rétablis en l'an 2 000 !

Dès mardi, tout s'est arrêté : les chantiers, les ateliers et les bureaux. Pourtant, on n'est qu'à deux semaines des congès ! Dès le compte-rendu fait à tous les casiers par les délégués syndicaux, sur les résultats de la commission paritaire, la réaction est unanime : « On ne peut pas laisser passer ça ! » Après les meetings dans les ateliers, des manifestations sillonnent l'arsenal. Les syndicats proposent immédiatement une consultation de l'ensemble du personnel, par bulletins. Sur 5 513 distribués, 5 195 sont pour la poursuite du mouvement, dont la majorité pour la grève illimitée.

Visiblement, le mouvement est parti de la base : dès lundi, avant même que les résultats de la commission paritaire de Paris soient

portés largement à la connaissance des ouvriers, ceux du « Bassin 10 », qui travaillent sur les sous-marins nucléaires, et qui sont les plus mal payés de l'arsenal, étaient spontanément partis en débrayage, sans qu'il y ait la moindre consigne syndicale. Le bassin 10, ce sont les jeunes, les embauchés les plus récents, qui n'ont aucun espoir de promotion. Lundi, ils ont commencé à défilé en scandant : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! » Assurément, la coupe est pleine.

Ce que veulent les gars de l'Arsenal est clair : que le gouvernement revienne sur ce blocage de leurs salaires. Et s'il est vrai qu'on n'avait pas vu un mouvement aussi massif à l'arsenal, il est tout aussi vrai que les ouvriers ne veulent pas se laisser diviser : mardi, lors d'un meeting en fin d'après-midi, le nouveau secrétaire de la CGT, Yves Kernéis, a été copieusement hué par les ouvriers : il venait d'accuser la CFDT d'avoir « par son attitude porté préjudice au front syndical », parce qu'elle avait assisté jusqu'au bout à la réunion paritaire, alors

que la CGT en était partie. Ce genre de considération, en pleine grève, est très mal passé : « Y en a marre ! On n'est pas là pour ça ! Polémique ! Division ! Zéro », ont crié les ouvriers qui commentaient : « La concurrence entre les syndicats, on n'en a rien à faire ! » Et cette réaction n'était pas, loin s'en faut, uniquement celle des syndiqués et sympathisants CFDT ! Non, ce qui s'exprimait, c'est le refus massif de ces querelles qui n'ont rien à voir avec leur lutte, et qui n'ont d'autres résultats, quand elles parviennent à prendre le dessus, qu'à diviser, écœurer, affaiblir la lutte. La direction CGT, semble-t-il, a mis un peu d'eau dans son vin, après ce sévère avertissement des travailleurs. Lors du discours de mercredi, prononcé d'ailleurs par un autre responsable, le ton était un peu plus unitaire... Il faut dire qu'en quelques années, la CGT a reculé d'une façon assez nette, (environ 6 % en 3 ou 4 ans). Et ce bémol risque d'être de courte durée. Encore que les travailleurs sont particulièrement vigilants sur cette question : l'exemple de Renault est encore brûlant.

Les ouvriers de la MAS manifestaient mercredi matin

Les ouvriers de la manufacture d'armement de St Etienne débrayaient dans le cadre de la lutte contre un plan de démantèlement des arsenaux qui prévoit des milliers de licenciements. Au moment où les ouvriers de l'Arsenal de Brest entrent en lutte, ce débrayage témoigne d'une certaine mobilisation de ce secteur. D'autant plus qu'il s'est accompagné d'une manifestation de plusieurs centaines de travailleurs de la MAS jusqu'à la mairie (dont ils ont occupé un moment les abords).

C'est aux cris de « Barre, tu nous as volé notre statut » que se terminera le rassemblement où précéderont la CGT et la CFDT dénoncent la liquidation du statut et des avantages acquis des ouvriers d'Etat par le secrétaire d'Etat chargé des usines d'armement.

Partout, la riposte

48 heures de grève à Lorient, Indré (Loire Atlantique), Clermont Ferrand ; 24 heures de grève à Ruelle (Charente Maritime), Toulon, Tarbes, Roanne, Bourges, Sathory, Marine Paris, Actions diversifiées à Cherbourg...

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

A propos de la grève de Renault-Cléon

QUELQUES QUESTIONS SUR LA LUTTE

Par François MARCHADIER

● Moins de trois mois après les élections, les ouvriers de plusieurs usines de la Régie Renault entraînent en lutte.

La combativité qui s'y est exprimée particulièrement à Cléon n'est pas fortuite.

Sans doute est-ce là le fruit de plusieurs années d'attentisme des directions syndicales à la dévotion des partis de gauche. Non, il n'était plus possible d'attendre pour les milliers d'OS de Cléon. Il fallait que la révolte contre les cadences, contre les vexations, contre la vie chère s'exprime. Il fallait faire reculer le patron. Depuis mercredi, le travail a repris à la Régie sans avoir rien obtenu au niveau revendicatif.

Cependant, cette lutte n'est pas un échec. A une assez large échelle, les ouvriers de Cléon ont fait l'expérience qu'on ne peut s'en remettre aux élections syndicales. Celles-ci parce qu'elles sont au service des partis de gauche ne peuvent prendre en compte les nombreuses aspirations apparues. A l'heure où les ouvriers de Cléon tirent le bilan, il nous a semblé utile de formuler quelques réflexions. Pour participer au débat.

Depuis des années, les partis de gauche à la tête des syndicats étouffaient toute volonté de lutte de la classe ouvrière sous prétexte de proximité soit des cantonales, soit des municipales ou encore des législatives. Il ne fallait à aucun prix effrayer l'électorat... Résultat : les luttes ont été étouffées et la droite est repassée quand même. C'est dans ce contexte politique que se déclenche la grève, à Cléon il y a une quinzaine de jours.

Les partis de gauche qui avaient mis sur leur victoire, se sont trompés et ont même été les artisans de leur propre défaite. La colère des travailleurs qui s'est accumulée pendant des années devait jaillir. A Cléon, Flins et Sandouville la lutte ne manque pas de détermination. On veut gagner sur les revendications.

UNE TRES DURE EXPLOITATION

Il y a de surcroît de la part de cette grande majorité de jeunes la volonté de faire payer cher à la Régie la dure exploitation dont ils sont victimes. Ce sont les cadences infernales, l'obligation de demander l'autorisation d'aller pisser, les vexations quotidiennes de la maîtrise. «*Quand on est un petit noyau qui commence à bien s'entendre, ils nous mutent dans un autre atelier*», nous disait un groupe de jeunes grévistes. A cela il faut ajouter la vie de plus en plus chère. Le mythe des hauts salaires de la Régie s'est effrité. Le plan Barre est ressenti comme une attaque sans précédent : «*Sur tout avec la libération des prix industriels, les prix vont s'envoler*», nous dit d'entre eux. Face à ces certains pouvaient à un moment l'espoir d'augmentations individuelles par le jeu des coefficients par postes. «*Tu es au coefficient supérieur au bout de trois mois*

mais eux ils te changent de place au bout de deux mois et demie...». Pas d'augmentation donc et de plus l'impression d'être pris pour un imbécile. On pourrait aussi parler de l'insatisfaction ressentie par tous ceux qui ont un métier mais qui ne peuvent l'exercer pour différentes raisons et qui sont donc obligés de s'embaucher comme OS. Pardon, comme APR, Agent de Production Renault. S'il y a une usine où l'on a appris à se méfier des mots c'est bien celle-là. Stoléru et sa revalorisation du travail manuel font franchement rigoler.

La résignation n'est pas pour autant à l'ordre du jour (et à part une minorité qui a l'espoir de s'en tirer individuellement), ils se rendent compte qu'il n'y a pas d'autre voie que la lutte. Il y a de toute manière le refus de faire ce travail abrutissant de 18 à 60 ou 65 ans. Ne plus faire ce travail ne passe par une formation professionnelle que pour une minorité, car la Régie ne fait rien pour la favoriser. «*La plupart du temps quand tu la demandes, on te la refuse et quand ta demande est acceptée, souvent tu es obligé de prendre du temps sur ton temps de loisir*». Qui vraiment les motifs de révoltes ne manquent pas.

PRENDRE LE TRAIN EN MARCHÉ

Au début, les directions syndicales freinent à mort. Elles ne veulent pas de cette lutte qu'elles n'avaient pas prévue. Cette lutte ne correspond pas à leur schéma selon lequel l'échec de la gauche c'est l'échec de la classe ouvrière. Certes une grande majorité de grévistes affirment avoir voté pour le PCF et quelquefois pour le PS. N'empêche, ceux qui ont voté pour eux «*s'en sont remis*» en quelques semaines. Ils ont voté massivement l'occupation



contre la volonté des directions syndicales qui veulent cantonner le mouvement à quelques heures de grève par jour et par semaine. Mais la volonté de lutte est trop forte. Des cartes syndicales sont déchirées, quelque fois celle du PCF accompagne la précédente à la poubelle. Si les directions syndicales persistent, elles prennent le risque de se couper profondément des travailleurs et de voir le projet d'un noyau de plusieurs dizaines de grévistes entrer dans la vie : mettre sur pied une direction alternative sous forme de comité de grève. Elles prendront une fois de plus le train en marche pour le freiner ; de manière différenciée pour la CGT ou pour la CFDT mais avec le même objectif ; faire cesser la grève. Cependant faute d'avoir pu l'empêcher, la tactique de la CGT sera d'accompagner le mouvement, de se maintenir contre vents et marées à sa tête mais de le saboter, le mot n'est pas trop fort, par la passivité, par l'entrave qu'elle met systématiquement à l'initiative que veut prendre et même que prend une frange significative de grévistes. La CFDT aura le même comportement mais avec cette différence que des dirigeants nationaux ou départementaux ne cachent pas sur place ou dans des interviews qu'ils sont hostiles à ce mouvement. Nul ne pourra oublier le scandaleux : «*Ce n'est pas 500 ouvriers qui peuvent imposer leur volonté à 120 000*» de Gauthier, responsable départemental de la métallurgie ou la réf-

rence de Chéréque dans son article dans le *Matin* «*à ces grèves dont les conséquences sont imprévisibles pour tout le monde*».

PROFONDE ASPIRATION A L'UNITE

Naturellement bien que rien ne permettait à l'une des directions de donner des leçons à l'autre, les attaques n'ont pas manqué. Quand ce n'était pas ouvertement, c'était la CGT, largement majoritaire aux élections professionnelles qui prenait seule des initiatives, qui par exemple «*oubliait*» de mettre la banderole de la CFDT dans telle ou telle occasion, bref qui défendait ses intérêts de chapelle plutôt que de promouvoir l'unité au service de la lutte. Ce faisant elle allait franchement à contre courant car une des caractéristiques de cette lutte c'est la très profonde aspiration des grévistes à l'unité. Jamais au cours des dix jours que nous avons passés sur place, à une exception près, nous n'avons entendu un travailleur défendre une des centrales contre l'autre. Toujours il était question dans les discussions «*des directions syndicales*».

Cette puissante volonté unitaire se manifestait de bien d'autres manières, à chaque fois, contrée par le PCF et le PS dans les syndicats. Ainsi, alors que plusieurs usines de la Régie étaient engagées dans la lutte (même à des degrés divers), les directions syndicales n'ont rien fait pour

coordonner le mouvement. Pire, quand un groupe de grévistes s'est rendu un soir à Flins où il a d'ailleurs été reçu chaleureusement, la direction de la CGT a refusé de faire connaître cette initiative exemplaire. Et cela, sous prétexte qu'il fallait renforcer la lutte sur place, chose qui n'a naturellement pas été faite non plus. Cette nette volonté de maintenir le cloisonnement entre les différentes usines, a parfois revêtu un caractère nettement scandaleux. Ainsi le dernier jour, alors qu'il était connu que 86 ouvriers de Flins étaient convoqués à la direction afin d'avoir cet entretien qui précède les licenciements, aucun des deux syndicats n'en a soufflé mot à Cléon. De plus, il y avait parmi ceux-ci plusieurs délégués. Cette réalité n'a pas davantage motivé d'intervention de leur part. Quand on voit cela, on a de très sérieux doutes sur la volonté de certains syndicalistes, pour la plupart militants des partis de gauche, de se battre pour la défense du droit des travailleurs à faire grève ou du droit syndical. Ces gens là ne sont pour l'extension de ces droits que si les luttes entrent dans leurs schémas, dans leurs calculs de partis de gauche. Autrement, la Régie peut frapper, ils ne bougent pas.

CONNAÎTRE L'ADVERSAIRE POUR AGIR CONSCIEMMENT

Pourtant il aurait été possible de coordonner les différentes usines. Il aurait été possible d'organi-

ser une discussion avec les grévistes sur la situation de la Régie, sur la manière dont elle fonctionne, sur sa capacité de résistance, ses stocks, ses points névralgiques. Toutes ces données, les directions syndicales ont préféré les taire, alors qu'elles les connaissent parfaitement.

Organiser cette discussion était un moyen supplémentaire de rapprocher les ouvriers des différentes usines et surtout une manière de donner aux ouvriers en lutte le moyen de contrôler leur grève, de se l'approprier, en un mot d'agir consciemment, de rompre la division entre «*ceux qui pensent*», en l'occurrence dans leur esprit les directions syndicales, et «*les manoeuvres*», les grévistes.

Une autre idée est apparue au cours de la lutte mais n'a pu entrer dans la vie à cause de l'étouffement des dirigeants syndicaux. C'est celle d'organiser les femmes de grévistes. Ainsi il n'était pas rare le soir pendant l'occupation de recevoir au poste de garde quatre ou cinq coups de téléphone de femmes de grévistes qui faisaient pression sur leur mari pour qu'il rentre à la maison.

Qu'a-t-il été fait pour faire face à cette situation ? Il aurait pourtant été possible d'organiser un comité de femmes de grévistes. Quelques unes avec qui nous avons parlé étaient intéressées. Le réaliser c'était faire face à une nécessité pour la lutte, c'était aussi marcher dans la voie de l'unité populaire.

Nous publierons demain la suite de cet article

Gildas Lecoent interné arbitrairement

REMEMBREMENT ET PSYCHIATRISATION

Lecoent, petit paysan de Lenezert en Bretagne, doit, dans le cadre du remembrement effectué sur la commune de Trébrivan, céder sa parcelle où il entretient des pommiers, au «profit» d'une autre, de moins bonne qualité, sans pommiers, et de plus éloignée de son domicile. Cette parcelle, le conseiller municipal PS la convoitait pour agrandir son élevage de porcs, elle lui a été accordée.

Lecoent, attaché à sa terre et à ses pommiers, n'accepte pas cette mesure autoritaire, et lorsque fin septembre 77, le bulldozer arrive pour raser talus et pommiers, il s'y oppose avec son fils Gildas. Le rapport de forces n'y est pas, le bull arrache et nivelle sous l'œil bienveillant des flics. Les paysans du syndicat de défense arriveront trop tard, les pommiers sont déjà à terre, ils empêchent malgré tout le bull de continuer, il est contraint de faire demi-tour.

Le maire PCF vient à l'aide de son conseiller PS, et demande l'internement de Gildas. Celui-ci sera pratiquement enlevé de

force par les gendarmes, et mené sans plus de ménagements à l'hôpital psychiatrique de Plouguernevel. Il y subit depuis la «camisole chimique», traitement aux neuroleptiques. Un certificat médical, qui n'a de médical que le nom, maintient Gildas en détention. Il est maintes fois demandé à Lecoent d'abandonner ses terres. Il ne cède pas à ce chantage. Le maire PCF qui a dû de nombreuses fois faire face au mécontentement des paysans locaux contre le remembrement, s'est directement inspiré des méthodes soviétiques là où les flics ne suffisent plus. L'arbitraire une fois de plus fait la loi. Mais la mobilisation se développe autour de Gildas, contre cette pratique scandaleuse des enfermements d'office sur la simple requête d'un individu, en toute illégalité. Plusieurs comités de soutien se sont créés, et le Groupe Information Asile participe à sa popularisation, tandis que sont menées des actions en justice. Ainsi, une contre-expertise médicale a été exigée par un recours en référés, elle doit se pro-

noncer dans les jours qui viennent.

Face à ce nouvel abus, la mobilisation doit s'élargir pour l'abrogation de la loi de 1838 qui permet de tels

excès, où la psychiatrie opère en toute impunité, détruisant des hommes à petit feu, complétant l'arsenal répressif de sa «matraque douce».

LE REMEMBREMENT DU BOCAGE BRETON

Le bocage breton disparaît sous les coups répétés des bulldozers qui tournent depuis plusieurs années dans une ronde incessante aux conséquences quelquefois dramatiques. De nombreux petits paysans sont acculés au départ, à la ruine, aux dépressions ou au suicide. Malgré les nombreuses protestations, le remembrement se poursuit inlassablement, en dépit du bon sens, pour restructurer les nombreuses parcelles, souvent de petite taille et dispersées, dans le cadre de l'intégration de l'agriculture bretonne à la rentabilité capitaliste.

Mais le remembrement, s'il peut permettre la mécanisation et la rationalisation de l'exploitation agricole, ne sert ici qu'à éliminer les parcelles jugées non rentables, et partant les petits paysans qui ne peuvent s'aligner sur les normes de productivité imposées. Effectué selon la logique capitaliste, il ne tient compte ni de l'avis des populations concernées, ni des dommages qu'il fait subir à l'équilibre écologique.

En Bretagne, pays de légendes, où chaque parcelle a son histoire et ses souvenirs, le paysage traditionnel disparaît, emportant avec lui une certaine tranquillité, une certaine sécurité. C'est alors l'effondrement pour certains paysans qui ne peuvent supporter cette attaque qu'ils considèrent comme une attaque contre leurs chairs même. Ruinés ou dépayés sur leur propre sol, les paysans peuvent alors être victimes de dépressions nerveuses ou de suicide...

Ploumoguier

Un GFA contre la centrale nucléaire

Les paysans de Ploumoguier sont bien décidés à ne pas être pris de court. Alors que les rumeurs d'implantation de la centrale sur le site de Porsmoguer se précisent, les responsables locaux du CLIN sont passés à l'action. Prenant exemple sur le Larzac, ils ont acquis 2 hectares et demi de terrain agricole sur le site de Breterc'h en Ploumoguier. C'est dans le cadre du Groupement Foncier Agricole créé il y a deux ans que cette acquisition a pu être faite.

Cette acquisition de terres agricoles est destinée, selon la vocation du GFA, à permettre la location ensuite de terrains par les paysans. Rappelons qu'au Larzac, l'armée bute toujours sur les problèmes juridi-

ques posés par les 1 300 hectares acquis par le GFA...

Les membres du GFA refusent fermement la centrale nucléaire et surtout dans une région qui produit, grâce à son micro-climat, 200 tonnes de pommes de terre primeurs par jour, qui à un élevage très développé et où de nombreux jeunes sont restés dans les fermes. Pour l'EDF qui avait inscrit depuis mai 75, le site de Porsmoguer sur la liste des projets, après une étude incomplète et hâtive de l'Institut Scientifique des Pêches Maritimes, le GFA est un obstacle de plus. Il traduit le refus majoritaire de la population de se voir imposer contre son gré le dangereux projet de l'EDF.

Grève de la faim pour le Chili

Depuis le 21 mai, des familles de disparus ont entrepris une grève de la faim illimitée pour éclaircir le sort des prisonniers.

«Notre vie pour la vérité!» telle est la consigne de cette grève. Actuellement 190 personnes au Chili poursuivent cette action dans 17 points différents : des paroisses, Unicef, la Croix Rouge.

Cette grève est soutenue dans de nombreux pays parmi lesquels le Canada, les USA, Panama, le Venezuela, la Suède (les points de grève), la France.

A Lyon, un collectif des organisations suivantes : Comité de soutien à la lutte du peuple chilien ; Comité de défense des prisonniers politiques au Chili et en Amérique Latine ; Comité de soutien au Peuple chilien à Vénissieux ; Centre socio-culturel latino-américain ; et la

gauche chilienne dans son ensemble a lancé une grève de la faim pour soutenir les grévistes. Elle a débuté le 6 juin 1978 à 12 h au : Temple 10, rue Lanterne à Lyon.

2 Chiliens et 3 Français ont commencé la grève de la faim. Les organisations citées invitent les organisations religieuses, syndicales, politiques françaises à se solidariser à ce mouvement de protestation contre la dictature de Pinochet et en soutien aux familles des disparus chiliens :

— 1) En participant à cette grève de la faim.
— 2) En envoyant des télégrammes de soutien aux grévistes, aux adresses des locaux en grève.
— 3) En recueillant de l'argent pour les familles de grévistes.

CCP du Collectif :
VACHEZ Jacques
243677 P LYON

Prolifération d'algues toxiques en Baie de Seine

LA PECHE AUX COQUILLAGES INTERDITE A OUISTREHAM

● Depuis plusieurs jours, sur l'ensemble des côtes normandes, on a constaté une prolifération d'algues microscopiques, au large et sur les côtes. Certaines ne présentent pas de danger, comme c'est le cas au large du Cotentin où des tâches brunâtres ont été repérées par des vedettes de surveillance. Par contre, autour de l'embouchure de

Selon l'ISTPM (Institut Scientifique et Technique des Pêches Maritimes) de Ouistreham, qui a eu la charge d'analyser le phénomène, celui-ci a pris une ampleur inquiétante, comparable à celle de la prolifération survenue en 70 en Espagne.

De graves intoxications en étaient résultées en France, à cause des moules d'importation. Il s'agit d'une microalgue de type péridinien, dont la particularité est de produire une toxine dangereuse. Or certains coquillages, comme les moules filtrent jusqu'à huit litres d'eau par jour, concentrant ainsi une quantité importante de microalgues, et donc de toxines. Il est probable que la population de moules sera fortement affectée, ainsi que la faune marine qui s'en nourrit. Cent kilomètres de côte autour de l'embouchure de l'Orne

sont ainsi touchés, sur une profondeur encore inconnue. Le développement a été très rapide, puisque la concentration en microalgues atteint plusieurs millions par litre d'eau de mer.

En ce qui concerne l'origine de la prolifération, l'ISTPM est formel : elle est «naturelle» : «Il y a eu ces derniers temps un brusque choc thermique. D'ordinaire, l'arrivée des chaleurs de l'été se traduit par un réchauffement progressif de l'eau de 3,5° C en trois mois. Cette année, elle s'est faite en quinze jours. De plus, d'abondantes pluies récentes et l'apport de l'Orne ont provoqué une brusque baisse de la salinité. Ces deux facteurs sont à l'origine d'un véritable bloom des microalgues, alors que leur concentration est en général très réduite. La seule façon de les éliminer est de lais-

ser faire les processus naturels. Normalement, d'ici quelques semaines, tout devrait redevenir normal». L'élévation de température étant la principale cause de prolifération, on peut se demander quel serait l'impact de la centrale nucléaire que l'EDF envisage de construire sur la côte occidentale du Cotentin, à Flamanville. Cette centrale de forte puissance devrait en effet rejeter d'importantes quantités d'eau chaude (deux fois ce qu'elle produit en électricité).

«Là, ce n'est pas notre boulot. Je ne dis pas que des circonstances extérieures ne peuvent pas contribuer au phénomène. Tout ce que nous pouvons faire c'est d'analyser le phénomène actuel et ses causes, ce que nous avons fait», répondent les techniciens de l'ISTPM. Réponse embarrassée qui ne laisse pas d'inquiéter : aucune étude

d'impact systématique ne permet aujourd'hui de dire ce qui se passerait. Or en présence de ces microalgues, il n'y rien d'autre à faire qu'à attendre qu'elles disparaissent.

Eric BREHAT

POLLUTION DE LA MEDITERRANÉE

La troisième conférence des villes de la méditerranée s'est ouverte mercredi à Rimini. Deux grands débats : limiter la pollution d'origine tellurique (effluents industriels provenant principalement de la France et de l'Italie, qui tentent d'échapper à la position d'accusées) et la pollution par hydrocarbure.

COMMUNIQUÉ

Qu'est-ce qu'on peut faire ensemble à Montrouge ?

— Vendredi 16 h à 18 h dans le Square avenue de la République (face à Monoprix), débat sur la contre-information avec projection d'une bande vidéo sur Radio 93

— Samedi 17 à partir de 14 h, autour de la librairie «La Boulangerie» animation de rue, et bal.

— Dimanche 18 à partir de 10 h, match de foot avec le COBA, balade à vélo (rassemblement place Jean-Jaurès) et animation sur le marché avec entre autres Radio Banlieue Sud ; l'après-midi participation inattendue à la cavalcade.

Les radios libres une idée qui fait son chemin

● Multiplier les émetteurs demeure un des meilleurs moyens pour les radios-libres de se faire connaître et de développer autour d'elles un rapport de force pour s'imposer contre le monopole de l'expression du pouvoir sur les ondes. Bien que l'on puisse se procurer du matériel de bonne qualité à des prix relativement peu élevés (3 000 F), par l'intermédiaire de filières (s'adresser par exemple à la Fédération des Radios-libres, 1 rue Keller 75011 Paris), le moyen le moins onéreux est encore de le construire. Cela nécessite malgré tout quelques connaissances en électronique. Mais là aussi, on pourra chercher dans son entourage quelqu'un qui a les connaissances requises, et faire une découverte commune.

Le plan que nous publions ci-dessous, est une réalisation de Radio Zone, mis au point avec la collaboration de Radio Aventure. C'est un appareil simple qui permet des émissions de bonne qualité, avec un prix de revient (entre 300 et 600 F selon les sources d'approvisionnement des pièces), et quelques heures de travail...

L'émetteur décrit comprend 3 parties principales :
- le pilote ou oscillateur (1)
- un amplificateur délivrant 1,5 w (2)
- un amplificateur délivrant 7 w (3)

Si 1,5 w suffisent, monter seulement (1) et (2). On peut améliorer le montage (rendement, puissance, suppression de certaines selfs de choc, réduction de dimension, etc...), ce n'est qu'une question de temps. Pour régler, il faut au moins un dip-mètre fonctionnant jusqu'à 200 mhz et un watt-mètre.

EXAMEN DU CIRCUIT :

1) La basse fréquence arrive en A ou B selon la sensibilité désirée :
- en A, ligne, magnétophone, table de mixage
- en B, micro

Inutile de monter T1 et les composants associés (cf liste) si le niveau BF est suffisant. Le préampli T1 est protégé par un blindage (cf BF).

2) Le transistor T2 oscille avec un quartz de 50 à 54 mghz. La fréquence réelle d'oscillation de l'ensemble est déterminée par la valeur de L1, elle-même fonction de l'enfoncement de sa ferrite dans le mandrin. On peut seulement abaisser la fréquence nominale du cristal. Le circuit de collecteur de T2 est accordé sur la fréquence d'oscillation (49 mghz par ex.). La liaison à T3 se fait par câble coaxial. T3 est monté en base commune. Son collecteur est accordé sur 49 mghz. Le collecteur de T4 est accordé sur 98 mghz (comme tout ce qui suit). Un blindage (cf BF) (en pointillé sur les schémas) sépare T4 et T5. T6 donne 7 w avec 1,5 w en entrée, toujours sur 98 mghz.

DETAILS IMPORTANTS

1) T4 sera refroidi par un radiateur type tourelle. T5 sera refroidi par un radiateur plus important que T4 (attention à l'empattement) T6 sera refroidi par un radiateur fixé sur le circuit imprimé (dissipation 8 w)
2) les modules (1, 2, 3) sont séparés les uns des autres par un blindage métallique ou par des plaques de bakélite cuivrée (fixation sur le châssis)
3) Avant de percer le circuit imprimé, vérifier que les trous correspondent au type de condensateurs utilisé : le brochage varie selon les modèles.
4) Les selfs de choc «VK 200» peuvent être remplacées (à part celle qui alimente

le collecteur de T6) par environ une dizaine de spires de fil émaillé sur une résistance au carbone 1/2 w de forte valeur (470 kohms par exemple) bien décaper l'émail des bouts avant de souder le fil sur les pattes de la résistance.

MISE AU POINT

Elle peut être effectuée grossièrement avant de mettre l'appareil dans son boîtier métallique. On affine le réglage lors de la mise en place définitive.

- Brancher une antenne fictive de 50 ohms entre la sortie antenne et la masse de l'émetteur. Pour 1,5 w une résistance de 47 ohms, 2 w au carbone, convient. Pour 7 w, le technicien pourra souder des résistances en série-parallèle ou encore utiliser des résistances non inductives (par ex. 2 fois 100 ohms/5 w en parallèle, en vente chez RAM).

- Brancher une alimentation 12 V, 1,5 A ou une batterie (des piles suffisent pour l'émetteur de 1,5 w seulement).
- Approcher de L3 le dip-mètre réglé sur la moitié de la fréquence d'émission désirée (49 mghz par exemple). Ajuster les noyaux de L1, L2, ajuster CV1 de façon à obtenir le maximum sur l'aiguille du dip-mètre. Si l'oscillation ne se produit pas, modifier la valeur de C6.

MÊME OPERATION SUR L3 ET CV2

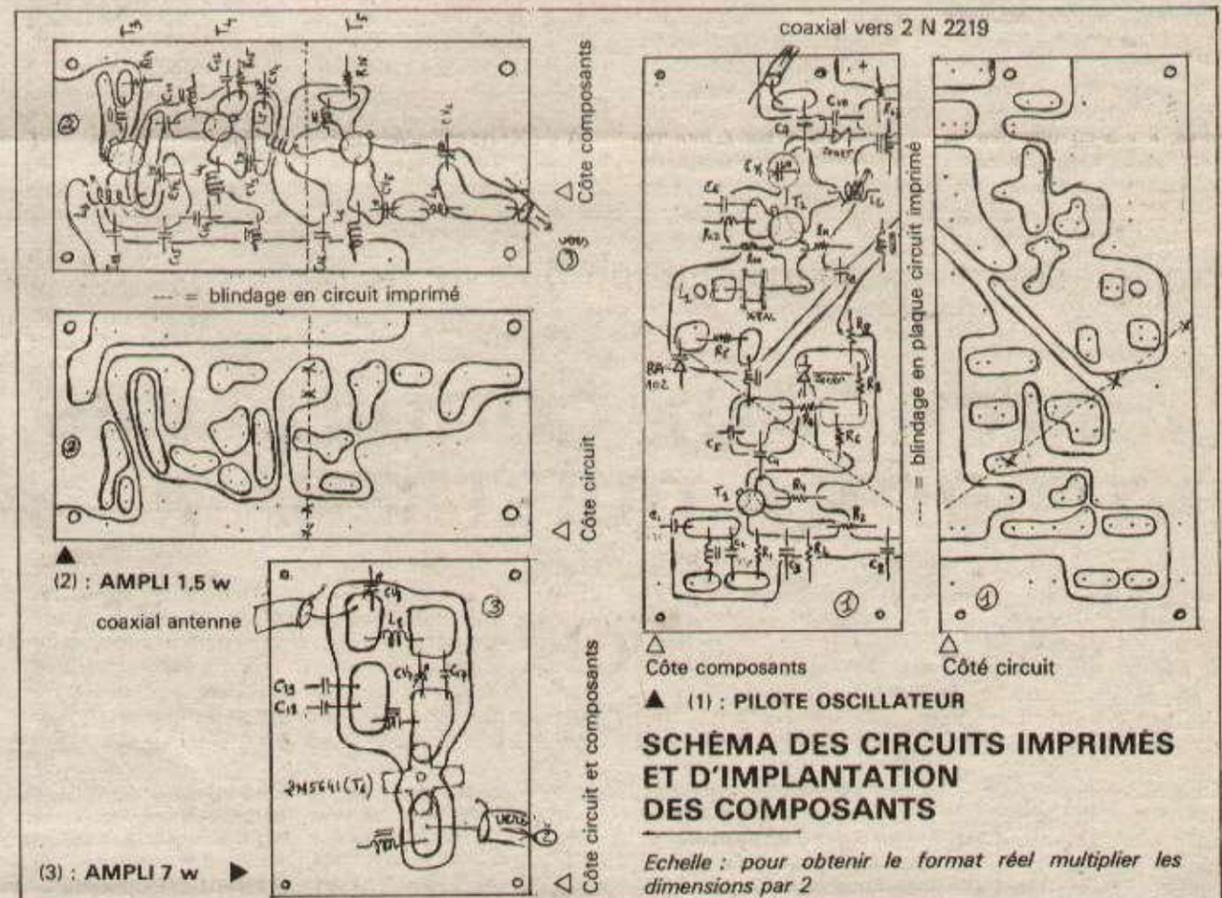
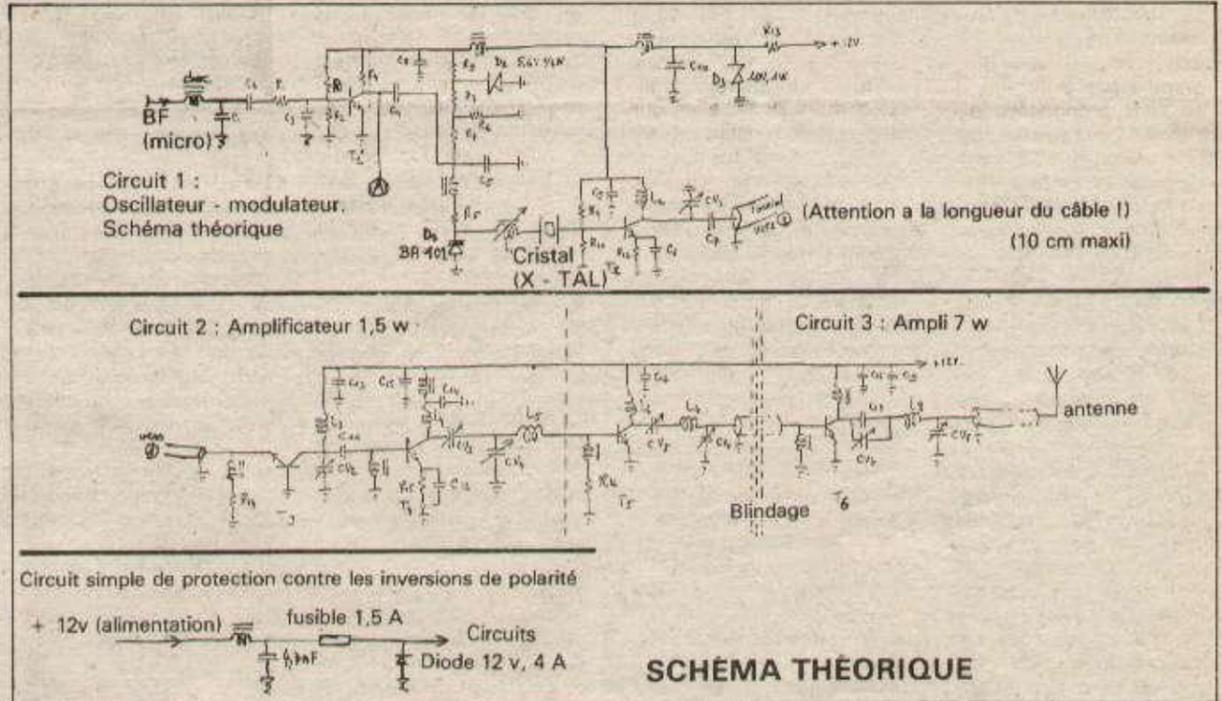
- Régler maintenant le dip-mètre sur 98 mghz. L'approcher de L5. Régler CV3 et CV4 de la même façon. Placer la bobine du dip-mètre aux environs de l'antenne fictive (pas trop près pour ne pas endommager le dip). Régler CV5 et CV6 au maximum de déviation. Procéder de même pour CV7 et CV8.
- Contrôler les dips sur l'antenne fictive : la déviation à 49, 49 X 3 = 147, 98 X 2 = 196 mghz ; ils doivent être très faibles devant celui de 2 X 49 = 98 mghz. Dans le cas contraire, l'émetteur émet des harmoniques sur d'autres bandes, chose fréquente quand l'appareil est mal aligné.

Il ne reste plus qu'à brancher l'antenne ; vérifier au tosmètre la bonne adaptation ; retoucher les deux ajustables de sortie. Connecter la B.F..... Ça marche.....

(BF) Le blindage est soudé sur les fils de 1 mm de diamètre eux-mêmes soudés dans le circuit à l'emplacement des croix (le blindage est en pointillé sur les schémas).

COMMENT SE FABRIQUER UN ÉMETTEUR

Emetteur 1,5 watt/7 watts - FM



COMPOSANTS	CONDENSATEURS	CONDENSATEURS AJUSTABLES	TRANSISTORS
RÉSISTANCES	x C1 100 pf x C2 0,1 mf x C3 470 pf C4 0,1 mf C5 470 pf C6 15 pf C7 22 pf C8 1,5 nf C9 1,5 nf C10 1,5 nf C11 18 pf C12 1,3 nf C13 1,3 nf C14 1,3 nf C15 2,2 nf C16 3,3 nf xx C17 33 pf xx C18 4,7 nf xx C19 1,5 nf	CV1 22 pf CV2 40 pf CV3 40 pf CV4 40 pf CV5 40 pf CV6 40 pf xx CV7 40 PF xx CV8 40 pf	x T1 : BC 109 T2, T3 : 2N2219 T4 : 2N3866 + radiateur xx T5 : 2N3553 + rad. xx T6 : 2N5641 + rad.
x R1 1 kohm 1/4 w x R2 150 kohm 1/4 w x R3 470 x R4 2,2 R5 47 Kohms 1/4 w R6 5,6 R7 100 R8 33 kohms R9 1,5 R10 2,2 R11 5,6 R12 180 ohms 1/4 w R13 100 ohms 1/2 w R14 47 ohms 1/4 w R15 18 ohms 1/4 w R16 1 kohms 1/4 w		D1 : BA102 D2 : ZENER 5,6v 1/2 w D3 : ZENER 10 v, 1 w	QUARTZ 1 CRISTAL DE 50 à 54 megahertz + son support SELFES DE CHOC 10"VK 200" ou bien voir texte
x = seulement si l'on désire brancher directement un micro xx = seulement si l'on désire brancher un émetteur de 7 w			L1 : 15 spires jointives fil 4/10° mm émaillé diam. 6mm avec noyau L2 : 4 spires fil argenté 10/10° mm sur diam. 8 mm avec noyau lipa L3 : 6 spires fil argenté 10/10° mm sur diam. 8 mm avec noyau lipa L4 : 4 spires fil argenté 10/10° mm diam. 6 sur air L5 : 3 spires fil argenté 10/10° mm diam. 6 sur air L6 : 5 spires fil argenté 10/10° mm diam. 6 sur air L7 : 4 spires fil argenté 10/10° mm diam. 10 sur air L18 : 4 spires fil argenté 10/10° mm diam. 10 mm sur air

Après les résultats électoraux

REACTIONS EN ITALIE

● A la suite de la publication des résultats définitifs des référendums, les partis de la coalition gouvernementale ont accueilli ceux-ci de façon mitigée. Si l'on excepte certaines déclarations de Berlinguer, les dirigeants du PCI et des autres partis bourgeois italiens semblent assez préoccupés par la désaffection de leurs électeurs.

La Démocratie Chrétienne reconnaît que la situation «est rendue difficile par le grand nombre de voix qui se sont prononcées pour l'abrogation de la loi sur le financement public des partis». Elle préfère s'étendre sur les résultats du référendum sur la loi Reale qui selon elle «est une donnée politique plus authentique». Ce qui revient à souligner l'importance du nombre de voix, un quart de l'électorat contre la loi «d'ordre public».

Le PCI lui, est divisé quant à l'interprétation à donner du résultat du vote. Ce sont donc deux versions différentes qui sont données par ses dirigeants. Certains qu'on peut qualifier d'«optimistes» refusent catégoriquement de reconnaître qu'une grande partie de l'électorat du PCI a voté pour l'abrogation des deux lois et préfèrent imputer cette mauvaise discipline de vote au PSI. Pour défendre cette thèse, ils soutiennent que dans les «fiefs» traditionnels du PCI, il y a eu très peu de «oui» pour l'abrogation.

UN ARGUMENT FRAGILE

Cet argument s'effondre à la lecture des résultats : c'est justement dans les plus fortes concentrations du prolétariat industriel que les «oui» à l'abrogation sont les plus nombreux comme à Milan où la position contre le finan-

cement public des partis l'emporte par une majorité de 51,52 % et la position contre la loi d'ordre public obtient 25,29 %, alors que la moyenne nationale est de 23,1 %. L'autre point de vue, au sein du PCI, plus «réaliste», admet au contraire la mise en cause de la position du PCI dans les grandes cités ouvrières l'imputant au fait que «dans les grandes villes les mécanismes traditionnels de l'application des consignes de vote du parti ont changé», et que, «ces phénomènes de désagrégation sociale, de «rage» contre la classe politique sont très forts aussi à gauche, et par conséquent il est vraisemblable qu'également une partie non négligeable de l'électorat communiste a été influencé par ce phénomène». La déclaration officielle de Berlinguer semble être un «compromis» entre ces deux appréciations. S'il juge positif le résultat des deux référendums, il n'en est pas moins obligé de fournir des explications sur le nombre élevé de «oui» au référendum contre le financement des partis, qui serait dû

selon lui, à «l'existence dans certaines couches de la population et surtout dans certaines régions du pays, d'un malaise diffus et d'une critique envers les pratiques incorrectes qui caractérisent la conduite et la vie de quelques partis, pratiques que nous avons combattues et que nous continuerons à combattre». Autrement dit, selon Berlinguer, l'avertissement des électeurs s'adresse à la DC le PCI, lui, étant au dessus de tous soupçons...

A Milan, où une majorité de «oui» s'est exprimée contre le financement public des partis, le secrétaire de la fédération de Milan du PCI reconnaît la coupure qui existe entre les partis et la population locale : «Le résultat négatif du vote à Milan, devra être attentivement évalué et analysé, il rend urgent le problème des rapports que les forces politiques doivent avoir avec la population d'une grande agglomération urbaine».

Pour sa part, le PSI déclare : «Le nombre de «oui» provient évidemment de l'électorat de la gauche démocratique et progressiste, il ne peut être imputé aux seules positions politiques du Parti Radical et du M.L.S.».

A L'EXTRÊME GAUCHE

Commentaires des organisations d'extrême-gauche,

RÉSULTATS DÉFINITIFS

FINANCEMENT PUBLIC DES PARTIS

OUI à l'abrogation 43,6 % (13 millions de voix)
NON à l'abrogation 56,4 % (17 millions de voix)

LOI REALE SUR L'ORDRE PUBLIC

OUI à l'abrogation 23,1 % (7 millions de voix)
NON à l'abrogation 76,9 % (22 millions de voix)



organiseurs des référendums.

Parti Radical : «La totalité des partis de la coalition parlementaire (du PCI aux fascistes de Democrazia Nazionale) sont sortis vaincus politiquement et ont failli perdre aussi au nombre de voix. Le soi-disant «arc constitutionnel» est rompu». «Le seul perdant c'est la direction du PCI qui a vendu son propre idéal et les batailles du passé». (Rappelons qu'en 75, le PCI s'était opposé à la loi Reale). «Le résultat du vote est une grande riposte populaire qui ne pourra pas être

ignorée par la classe dirigeante et par le parlement».

Le M.L.S. : (Mouvement des Travailleurs pour le Socialisme). Il a déclaré par la voix de son secrétaire national, Alfonso Gianni : «Ce résultat positif représente un coup porté à l'arrogance réactionnaire de la DC et indique en même temps le mécontentement, de larges couches populaires, envers la politique de soutien du PCI à l'actuel gouvernement réactionnaire».

Franck ROUSSEL

Scandale et attentat

Le président italien Leone est appelé à démissionner : après avoir été accusé d'avoir reçu des pots-de-vin de Lockheed, il a été accusé d'avoir participé au réseau de corruption de cette firme au Moyen-Orient. Enfin, le 14 juin, L'Espresso, hebdomadaire, révèle que le président est spéculateur immobilier et fraudeur fiscal. L'éventuelle démission de Leone agite les états-majors dont les candidats se mettent sur les rangs. Un outsider, Agnelli, est accusé d'être l'organisateur des révélations contre Leone.

Rome a été privée d'électricité pendant plusieurs heures mercredi. Une série de bombes ont détruit une partie des installations de la centrale de la via Laurentina, causant pour 3 millions de francs de dégâts. Les Brigades rouges ont revendiqué l'attentat. La police leur a attribué l'intention d'en faire un contre la Compagnie des téléphones où des bombes ont été découvertes.

AFRIQUE DU SUD : ANNIVERSAIRE DE SOWETO

L'organisation africaine de Conscience Noire a vu un grand nombre de ses militants arrêtés par le gouvernement raciste d'Afrique du Sud, afin d'empêcher toute manifestation populaire à l'occasion du 16 juin, date anniversaire du soulèvement des Noirs à Soweto. Malgré ces arrestations, le mouvement de la Conscience Noire a appelé à une semaine de deuil pour honorer les 600 morts, tués par la police dans cette ville. La police raciste multiplie les contrôles dans les faubourgs de Johannesburg.

ISRAËL : 12 BOMBES ATOMIQUES

Selon trois journalistes britanniques, Israël possède une douzaine d'armes nucléaires. Ils pourraient prouver que depuis 1968, 200 tonnes d'uranium ont été embarquées en Europe à destination du réacteur israélien de Dimona.

URSS-GRECE : DÉMARCHES SOVIÉTIQUES

L'URSS a proposé à la Grèce la signature d'un traité d'amitié et de collaboration, ainsi que la fourniture d'armes comme elle l'a déjà fait à l'égard de la Turquie. Les démarches visent à tirer le maximum de profits des difficultés rencontrées dans les relations entre les USA et les deux pays à la suite des conflits les opposant.

UNE DECLARATION DU MINISTRE CHINOIS DES AFFAIRES ETRANGERES SUR LES RESSORTISSANTS CHINOIS AU VIETNAM

● Dans une déclaration datée du 9 juin, le ministre chinois des Affaires étrangères a précisé la position chinoise sur le refoulement des ressortissants chinois par les autorités vietnamiennes. La déclaration qui fait état des «persécutions et traitements iniques infligés par les autorités vietnamiennes aux résidents chinois», remarque : «certains ont même été blessés ou tués par des soldats et des policiers vietnamiens qui ont ouvert le feu sur eux».

Dans l'historique qui est présenté il est dit notamment : «Il est connu de tous que la Chine compte 1 million et quelques centaines de mille ressortissants au Viet Nam, dont la plupart sont des travailleurs, et dont 90 % vivent au Sud Vietnam. En 1955, les partis chinois et vietnamien ont procédé à un échange de vues sur la nationalité, les droits et les devoirs des Chinois résidents au Vietnam. Et à la suite de consultations répétées, ils ont confirmé ce qui suit : les Chinois résidents au Nord Vietnam à condition qu'ils jouissent des mêmes droits que les Vietnamiens, peuvent, par

étapes, devenir des citoyens vietnamiens selon le principe du libre consentement et après un long et patient travail idéologique de persuasion et d'éducation. Quant à la question des Chinois résidents au Sud Vietnam, elle doit être discutée et réglée par les deux pays après la libération du Sud Vietnam. C'est partant du désir de resserrer l'amitié fraternelle entre les peuples chinois et vietnamiens que la partie chinoise a formulé ces principes qui sont conformes à sa politique conséquente d'encourager l'adoption par les Chinois résidents à l'étranger, selon le principe du

libre consentement, de la nationalité du pays de leur résidence de même qu'aux règles générales suivies dans le monde qui défendent de naturaliser de force les ressortissants étrangers. Le parti et le gouvernement vietnamien approuvaient et soutenaient à l'époque ces principes, et ils ont souligné à maintes fois dans des documents : «Les Chinois doivent jouir d'une liberté totale quant à l'option pour la nationalité vietnamienne, il ne faut absolument pas les y obliger», «il faut continuer à accorder tous les droits à ceux qui n'ont pas encore adopté de leur propre gré la nationalité vietnamienne et s'abstenir d'adopter une attitude discriminatoire à leur égard. Il n'est absolument pas permis de précipiter les choses en leur donnant des ordres et de les mépriser» (...)

Cependant ces dernières années, le gouvernement vietnamien allant diamétralement à l'encontre de l'ac-

cord convenu entre les deux partis a forcé les ressortissants chinois à adopter la nationalité vietnamienne et pratique avec acharnement une politique de discrimination et de persécution à leur endroit. (...)

Au Sud Vietnam, le gouvernement vietnamien reniant la position qu'il avait proclamée a même fait siennes les méthodes employées par le régime réactionnaire de Ngo Dinh Diem et use de moyens des plus brutaux contre les ressortissants chinois. (...)

Dans les déclarations politiques et les autres documents pertinents publiés en 1960, 1964, 1965 et 1968, le Front National de Libération du Sud Vietnam définit ce qui suit : «Tous les décrets et toutes les mesures concernant les ressortissants chinois pris par le régime américano-fantoche sont abrogés, et, les ressortissants chinois ont le droit de choisir librement leur nationalité». Cependant, après la

libération du Sud Vietnam, le gouvernement vietnamien modifia tout d'un coup sa position antérieure. Au mépris de l'esprit de l'accord réalisé entre les deux partis, le gouvernement vietnamien, sans avoir consulté le gouvernement chinois, décréta, lors du recensement général des habitants au Sud Vietnam et de l'élection des députés à l'Assemblée nationale en février 1976, une décision obligeant les Chinois résidents au Sud Vietnam à inscrire la nationalité qui leur avait été imposée sous la domination de Ngo Dinh Diem. Par la suite, il imposa ostensiblement diverses restrictions inexorables aux ressortissants chinois qui gardaient la nationalité chinoise pour les évincer et les persécuter. (...)

Puis, la déclaration évoque la situation des Vietnamiens résidents en Chine : Quant aux Vietnamiens en Chine, dont le nombre s'élève à plusieurs milliers, le gouvernement chinois n'a

jamais fait preuve de discrimination à leur égard ; par ailleurs, il a de tout temps respecté et protégé tous leurs droits et intérêts légitimes : en matière de travail, d'emploi, de scolarisation et de soins médicaux, ils jouissent des mêmes droits que les citoyens chinois ; et en ravitaillement, ils bénéficient même d'un traitement meilleur que celui des citoyens chinois. Voilà des faits incontestables au vu et au son de tout le monde.

La déclaration qui rappelle le soutien apporté par le peuple chinois au peuple vietnamien, durant trois décennies, pour sa lutte de libération nationale, aussi bien que pour son entreprise d'édification économique, évoque les profonds liens d'amitié noués historiquement dans la lutte anti-impérialiste entre la Chine et le Vietnam, et conclut : «Nous espérons que la partie vietnamienne (...) ne fera plus rien qui puisse porter atteinte à l'amitié entre les peuples chinois et vietnamiens».

Liban

L'«OPERATION» PHALANGISTE

Au Sud, occupation «par procuration»

L'assassinat du député conservateur Tony Frangié vient en effet après toute une série d'affrontements qui se sont déroulés ces dernières semaines dans le nord du Liban, entre les partisans de Frangié et les Phalanges.

VIOLENTS ENGAGEMENTS MILITAIRES

De plus, c'est dans le cadre d'une attaque en règle contre la localité d'Ehden où ils résidaient que Tony Frangié, sa femme et sa fille ont trouvé la mort : cette attaque a été menée par d'importantes unités phalangistes, dont certaines venues de Beyrouth, et a mis en œuvre de l'artillerie lourde, canons et mortiers à partir de positions disposées dans la zone montagneuse qui entoure Zghorta, le village natal de l'ex-président Frangié. Béchir Gemayel, qui commande les troupes du «Front Libanais», regroupant actuellement les Phalanges et le parti de Chamoun, a reconnu leur engagement direct. Les affrontements qui opposent depuis mar-

di phalangistes et partisans de Frangié se soldent d'ores et déjà par des dizaines de morts, tandis que l'ancien président de la République a déclaré vouloir venger son fils, par tous les moyens. Aussi, la présentation en forme d'image d'Épinal qui réduit ces faits à une simple vendetta entre clans est évidemment bien éloignée de la réalité. Tout en s'appuyant sur certaines rivalités locales historiques, les affrontements de cette semaine dans le nord-liban constituent un nouveau développement du conflit du Proche-Orient. L'enjeu est double.

LE CONTRÔLE DU NORD

Les fascistes libanais, qui ne renoncent nullement à la tentative de contrôler l'ensemble du Liban qu'ils voudraient tenir à l'écart du monde arabe, se réservent toujours la possibilité de promouvoir une «solution moyenne» qui est celle de la partition du Liban, et la constitution dans la partie nord d'un État chrétien. Une telle «solution» vise à une divi-

sion du Proche Orient en États confessionnels, division propice à la mainmise des puissances impérialistes sur la région. Mais le régime syrien reste hostile à un tel processus, et du coup Frangié et ses partisans qui ont leur fief au Nord Liban, et dont les liens avec Damas n'ont cessé de se consolider sont pour les Phalanges un obstacle à éliminer.

FRANGIE ET LES SYRIENS

C'est sous la présidence de Soleiman Frangié et avec sa caution, que l'armée syrienne avait pénétré

Rachid Karamé, premier ministre musulman durant la guerre du Liban de 75-76, député de Tripoli au Nord-Liban, et dont les relations avec Damas, sont bien connues, elle a encore souligné la position «pro syrienne» de Frangié. Cette réconciliation répondait au vœu du régime syrien de voir s'opérer un regroupement de la droite libanaise, chrétienne et musulmane, qui soit favorable à Damas, tout en restant hostile à la Résistance Palestinienne, dont les dirigeants syriens entendent toujours contrôler la liberté de manœuvre. Avec le rapprochement entre Karamé et Frangié, le

● Que le fils de l'ex-président de la République libanaise Frangié, ait été assassiné le jour même où les troupes sionistes effectuaient une manœuvre de retrait au Sud-Liban, n'est assurément pas une simple coïncidence. Au contraire, les conditions dans lesquelles s'effectue ce retrait — avec une «passation de pouvoirs» de l'état-major israélien aux milices phalangistes du major Haddad — et l'attentat phalangiste contre Tony Frangié forment un tout. Ils préparent le terrain à de nouveaux affrontements au Liban, dans lesquels on tenterait une nouvelle fois d'enserrer jusqu'à l'étouffement, la Résistance palestinienne, que l'occupation sioniste du Sud-Liban n'a pas réussi à briser.

contre les positions, contrôlées par les Phalanges. A partir de là, ceux-ci misent sans doute sur une extension du conflit. A Beyrouth, par exemple, le risque d'embrasement peut être grand ; lorsqu'on sait par exemple que des partisans de Frangié auraient quitté ces derniers jours les quartiers tenus par les Phalanges pour se réfugier dans les quartiers musulmans, on mesure les risques d'un développement «incontrôlé» du conflit. Les Phalanges qui semblent souhaiter aujourd'hui un retrait syrien du Liban dans la mesure où ils considèrent la politique du régime de Damas, dans la

trouvait contrainte de combattre ?

Déjà, en avril dernier, alors que des provocations des Phalanges à Beyrouth, par exemple, le risque d'embrasement peut être grand ; lorsqu'on sait par exemple que des partisans de Frangié auraient quitté ces derniers jours les quartiers tenus par les Phalanges pour se réfugier dans les quartiers musulmans, on mesure les risques d'un développement «incontrôlé» du conflit. Les Phalanges qui semblent souhaiter aujourd'hui un retrait syrien du Liban dans la mesure où ils considèrent la politique du régime de Damas, dans la

LE «RETRAIT» SIONISTE

La fonction des Phalanges et du «Front libanais» est assez mise en évidence par la manière dont s'effectue le «retrait» sioniste au Sud-Liban.

Tandis que les Israéliens ont donné aux casques bleus quelques postes, les plus éloignés de la frontière, parmi ceux qu'ils détenaient, ils ont confié les postes de seconde ligne, plus près de la frontière, et donc les plus importants, aux milices d'extrême-droite du major Haddad. De véritables cérémonies ont eu lieu pour ce transfert de pouvoir, au cours desquelles les miliciens paraissent en uniformes de l'armée libanaise, ce qui donne une idée de la manière dont la référence à l'État libanais peut servir au Sud-Liban de couverture, à ceux qui sont de véritables agents des sionistes. Quelle sera la position des casques bleus face à cette situation ? Certaines déclarations du général Erskine, commandant de la force des Nations-Unies au Sud-Liban, sont inquiétantes. Celui-ci aurait déclaré, parlant des milices fascistes : «Nous coopérons avec ces forces pour le contrôle de ces régions, car nous avons reçu des instructions du gouvernement libanais selon lesquelles les «forces de facto» dans cette région sont légales et reçoivent leurs ordres du commandement de l'armée libanaise à Beyrouth». Le retrait israélien dans ces conditions, équivaldrait à une véritable poursuite de l'occupation, «par procuration».



Des phalangistes à Beyrouth

Des dissidents soviétiques à Beaubourg

Mercredi soir, 14 juin, alors que le poète soviétique Voznessenski récitait ses poèmes devant un public où la colonie soviétique de Paris était la plus nombreuse, des dissidents soviétiques dont le mathématicien Léonid Pliouchitch sont intervenus en diffusant un tract intitulé : «Contre la culture totalitaire pour la culture opprimée». Ce tract reproduisait des extraits d'une lettre du poète Voznessenski adressée en 1967 à la Pravda : «Je vis dans une atmosphère de chantage, de confusion et de provocations...» «Je suis un écrivain soviétique, un homme vivant, en chair et en os et non une marionnette dont on tire les ficelles... Apparemment la direction de l'Union ne considère pas ses écrivains comme des êtres humains... Partout ce n'est que mensonge, mensonge, sans gêne et mensonge»...

Ce texte signé du groupe de soutien aux prisonniers de la prison de Vladimir et de l'Union des Etudiants Ukrainiens en

France, se terminait par l'énumération, de plusieurs écrivains soviétiques condamnés dans leur pays dont : Guinzbourg, Senyk et Roudenkio.

Cette manifestation fait suite à une autre intervention, des dissidents soviétiques à Paris contre le fait que le gouvernement soviétique, hypocritement, a fait exiger récemment une statue de Taras Chevtchenko dans un square parisien. En effet, ce poète ukrainien voit ses œuvres, censurées en URSS où il est persécuté tandis qu'en Europe les autorités soviétiques font mine de le glorifier. De telles opérations de propagande, ne peuvent faire oublier la réalité du régime soviétique qui condamne tous les jours à de lourdes peines quiconque ose le critiquer. Les récentes condamnations des organisateurs du syndicat libre et celle de Youri Orlov ne laissent aucun doute sur le caractère fasciste du régime soviétique.

F. R.

au Liban et était intervenue en alliance avec les forces fascistes, contre la Résistance palestinienne et les forces progressistes libanaises. Mais, au lendemain de l'initiative de Sadate en direction de l'État sioniste, en novembre dernier, qui a placé le régime syrien dans une position plus difficile et l'a conduit à adopter, du moins provisoirement une attitude plus favorable à la Résistance Palestinienne, on a vu les rapports entre les alliés de la veille, syriens et conservateurs chrétiens du «Front Libanais» (qui regroupait depuis 75 Phalanges, Chamounistes et partisans de Frangié), se détériorer. C'est alors que Frangié, restant lié aux Syriens, s'est désolidarisé du «Front libanais», rompant avec lui en avril après que ce «Front» ait porté la contradiction avec les Syriens sur le terrain des affrontements armés.

Quant à la réconciliation récente de Frangié avec

divorce entre ce dernier et le «Front Libanais» de Gemayel et Chamoun, s'était trouvé encore accentué.

ENTRAÎNER DAMAS DANS LES AFFRONTEMENTS

Des ces conditions, on comprend qu'une attaque en règle contre Frangié implique les Syriens, qui, présents au Liban sous l'uniforme de la FAD («Force arabe de dissuasion»), ne peuvent rester sans réagir. Et c'est bien là un enjeu important des combats de ces derniers jours, un enjeu plus global que le simple contrôle du Nord-Liban.

Par leurs provocations, les phalangistes espèrent entraîner les Syriens dans un nouveau conflit au Liban. D'ores et déjà, il apparaît que l'armée syrienne est intervenue très durement au cours des dernières vingt quatre heures dans le Nord Liban,

situation présente comme un obstacle à leurs desseins, escomptent aussi impliquer les progressistes libanais, puis la Résistance Palestinienne dont la liquidation reste leur objectif essentiel. Celle-ci, rappelons-le, ne s'était engagée dans les combats en 75-76 que lorsque sa survie était en cause, dans les camps de réfugiés encerclés.

Quelle serait alors l'attitude de Damas si la Résistance Palestinienne se

COBA PARIS 11^e, 12^e, 20^e

Pour populariser la lutte du peuple argentin, le comité pour le boycott de la coupe du monde en Argentine 20^e, 11^e, 12^e organise 5 heures sur l'Argentine :

Vendredi 16 juin - 18 h à 23 h
à l'AGECA, 177 rue de la Charonne
M^o Alexandre Dumas
Avec projection film/diapositives,
animations, discussions...
Venez nombreux !!

PROGRAMME TELE

Jeudi 15 juin

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 25 - Un, rue Sésame
18 h 55 - Ces animaux qu'on appelle des bêtes
19 h 10 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Formations politiques
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le mutant
21 h 20 - Titre courant
21 h 35 - L'événement
22 h 35 - Ciné-première
23 h 05 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 45 - Lulu
22 h 25 - Légendaire
22 h 55 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Détective privé. Film américain policier
22 h 30 - Journal et fin

Vendredi 16 juin

TF 1

19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir : Le gruluchon délicat
22 h 20 - A bout portant : Charles Dumont
23 h 15 - Journal et fin

A 2

18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 40 - Erika Werner
21 h 40 - Apostrophes : Trop de livres ? Et trop d'idées ?
22 h 50 - Journal
23 h 00 - Ciné-club : Père. Film honarais

FR 5

18 h 30 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le nouveau vendredi : carte blanche à... Philippe Tesson
21 h 30 - Il était une fois... le pouvoir
22 h 30 - Journal et fin

COBA : la campagne pour le boycott continue

Le COBA avait invité la presse mercredi, pour faire le point sur la campagne actuelle pour le boycott de l'Argentine. Les liftiers licenciés de l'Hôtel Meurice étaient également présents. Après leur licenciement pour avoir refusé de porter les bagages «poisseux de sang» de l'un des tortionnaires argentins, ils exigent leur réintégration. Moyen qui, selon eux, permettrait une réflexion sur la réalité

argentine, en soulevant le problème, de l'hospitalité vis-à-vis de tortionnaires reçus officiellement pour des contrats de vente d'armes «avec sur leur conscience toutes leurs atrocités». Obtenir leur réintégration serait condamner, en quelque sorte, les crimes de la junte argentine, et reconnaître la valeur d'exemple du «geste humanitaire et exemplaire» des liftiers, complétait un membre du COBA. Un

comité de soutien s'est constitué pour faire aboutir leur réintégration. Le COBA signalait l'accueil qui continuait de se faire autour de la campagne en cours ; ainsi 160 000 signatures sont parvenues à ce jour, et arrivent encore régulièrement au rythme de 4 000 environ par jour ; 200 COBA locaux existent, et l'Épique rencontre un succès certain.

Pour compléter sa cam-

pagne, le COBA monte un spectacle, «Aux chiottes l'arbitre», «outil d'analyse» sur l'embrigadement idéologique du pouvoir par le sport. Ce «spectacle» qui joue sur la participation des spectateurs sera présenté dans des «cafés des sports» à l'initiative des COBA locaux.

COBA
14 rue de Neuteuil
75015 PARIS

les lecteurs ont la parole

A PROPOS DU BOYCOTT DU MUNDIAL

● A propos du Mondial : Les passionnés de foot qui ont regardé fin mai l'émission télé-foot 1 ont pu constater que ce n'est pas d'aujourd'hui que la politique est étroitement mêlée au sport : dans une rétrospective de la Coupe du Monde, on nous a en effet montré des images de la Coupe 1938 : cette année-là, c'est l'équipe de l'Italie mussolinienne qui avait remporté la finale, et on voit sur les images de l'époque les 2/3 des joueurs de l'équipe faire le salut fasciste après leur victoire. On voit le

capitaine Meazza, faire le même salut fasciste au Président de la République qui assiste à la remise de la Coupe. On peut supposer facilement aussi comment les joueurs italiens avaient été sélectionnés, et quel support de propagande ça a pu représenter pour le fascisme italien.

Ci-joint le texte d'un poète de la région, diffusé par l'Association Tiers-Monde lors d'une soirée information sur l'Argentine.

Corr. St-BRIEUC

L'ARGENTIN

Il portait avec beaucoup de peine
Et de courage aussi
La nationalité
D'autant qu'elle était argentine
Fatalité

C'est dur pour un homme de pierre
De vomir son pays
C'est un peu comme si l'on évacuait
Partie de ses entrailles
Pour un homme de taille

Il était costaud le salaud
Tailleur de pierres
Et les bras comme fer
Et la tête comme un chaudron

Ce n'est guère facile d'être argentin
Pour un type de cet acabit

Détenus
Disparus
Assassinés
Comptaient sûrement sur lui
Videla aussi
Et ses gardes-sot
Armés jusqu'au sang

Soleil livide

Matin militaire
Plaine pâle
Ont vu tonner pierre de taille

QUAND

Désarticulé le cœur
Rompue la voix
Au fer rouge d'une lance pendu
Quelque part dans un camp-boucherie
Charcuterie Videla
Société liberticide anonyme
Au capital de trente cinq mil
Carcasses foutues

IL EST TOMBÉ

Une ordure qui sue la pourriture
Par tous ses pores béants

Par cet acte, je condamne radicalement l'organisation de la coupe du monde de football par l'Argentine, Etat totalitaire dirigé par des tortionnaires fascistes, auxquels tout démocrate humaniste doit refuser d'apporter une quelconque caution.

Bruno Boutier
Membre de la Société des Poètes et artistes de France
Lauréat de l'Académie du disque de Poésie 1976
Prix des Poètes de France 1977

Opération pores ouverts

Egraine un chapelet de crânes éclatés

Son nom

VIDELA

VIDELA

Il le saigne d'un tesson de haine sur
un peuple déchiré

MAIS

GARE

Tyran odeur fumier

Comme une plante rupestre

La révolte-boa

T'encerclera et te PULVERISERA

En un tour de feu

Comme un jet de paille

Et l'acier fut trempé

151^e épisode

Après avoir écrit à son frère, Kortchaguine retourna dans un sanatorium... Une rencontre agréable l'y attendait...

Quelques minutes plus tard, Pavel, assis près du lit de son compagnon, soutenait avec lui une conversation animée dans cette langue « internationale » où les mots ne jouent qu'un rôle accessoire et où la compréhension est assurée par l'imagination, les gestes, la mimique, bref toutes les ressources d'un espéranto oral et visuel. Il savait déjà qu'Ebner était un ouvrier allemand.

Au cours de l'insurrection de 1923 à Hambourg, Ebner avait reçu une balle dans la hanche. Sa vieille blessure s'était rouverte et le clouait au lit. En dépit de ses souffrances, il gardait son entrain, ce qui lui assura d'emblée l'estime de Pavel.

Kortchaguine ne pouvait rêver d'un meilleur voisin. Ce n'est pas Ebner qui lui parlerait du matin au soir de sa maladie et qui passerait son temps à gémir. Au contraire, il l'aiderait à oublier ses propres malheurs.

« Dommage seulement que je ne pige pas un traître mot d'allemand », pensa-t-il.

Dans un coin du parc, quelques fauteuils à bascule, une table de bambou, deux voitures. Ici, après les rites médicaux, passaient leur journée

(Extraits) Nicolas OSTROVSKI

les cinq que les malades avaient surnommés « le Comité exécutif du Komintern » (1).

L'une des voitures était occupée par Ebner, à demi couché, l'autre par Kortchaguine, qui n'avait pas le droit de marcher. Les trois autres étaient le massif Estonien Weimann, collaborateur du commissariat du peuple au Commerce de la République de Crimée, la Lettone Martha Laurin, une jeune femme aux yeux noisette, qui ne paraissait pas plus de dix-huit ans, et le Sibérien Lédénev, un géant aux tempes grises. En effet, ils représentaient cinq nationalités : un Allemand, un Estonien, une Lettone, un Russe et un Ukrainien. Martha et Weimann parlaient allemand et servaient d'interprètes à Ebner. Pavel et Ebner étaient liés par leur cohabitation, Martha et Weimann se sentaient proches d'Ebner par la langue, Lédénev et Kortchaguine avaient un dada commun : les échecs.

Avant l'arrivée d'Innokenti Pavlovitch Lédénev, Kortchaguine était le « champion » du sanatorium. Il avait ravi ce titre à Weimann au terme d'une lutte acharnée. Le flegmatique Estonien n'avait pas digéré sa défaite et en voulait longtemps à son vainqueur. Mais un jour arriva au sanatorium un vieillard élané, très jeune pour ses cinquante ans, qui proposa à Kortchaguine

de disputer une partie. Celui-ci, ne soupçonnant pas le danger, voulut tranquillement entamer un gambit de la Dame, mais Lédénev lui imposa le début des pions du centre. En tant que « champion », Kortchaguine était tenu d'affronter chaque joueur nouvellement arrivé. Une nombreuse assistance venait chaque fois suivre ces parties. Au neuvième coup, Pavel se vit méthodiquement refoulé par les pions de Lédénev. Il comprit que l'adversaire était dangereux et qu'il avait eu tort de ne pas réfléchir davantage au début de la partie.

Après trois heures de jeu, en dépit de tous ses efforts, de toute son application, Pavel dut abandonner tout espoir. Il avait vu que sa partie était perdue avant que les spectateurs s'en rendent compte eux-mêmes. Regardant son adversaire, il vit sur son visage un bon sourire paternel. Lédénev savait, lui aussi. L'Estonien, nerveux et fortement désireux de voir Kortchaguine perdre à son tour, n'avait encore rien remarqué.

— Je joue toujours jusqu'au dernier pion, dit Pavel, et Lédénev approuva d'un signe de tête en réponse à cette phrase comprise de lui seul.

Sur dix parties que Kortchaguine joua en cinq jours contre Innokenti Lédénev, il en perdit sept et en gagna deux. Il y eut une partie nulle.

Weimann triomphait :

— Merci, camarade Lédénev ! Qu'est-ce que vous lui avez mis ! C'est bien fait pour lui ! Il avait tortillé tous les vieux joueurs et le voilà qui se fait posséder à son tour par un vieux. Ha-ha-ha !

— Ça ne fait pas plaisir d'être battu, hein ? accablait-il le vainqueur vaincu.

(1) Komintern : Internationale communiste. (N. A. T.)

(à suivre)

Renault Flins l'atelier des presses toujours occupé nouvelles attaques de la direction

Jeudi 15 juin, 11 h. Tandis que l'occupation de l'atelier des presses se poursuit, la direction de Renault-Flins fait appel aujourd'hui devant le tribunal pour exiger l'expulsion des grévistes et l'annulation de la mission du médiateur. Lors d'une réunion extraordinaire du CE vendredi, la direction annoncera sans doute son intention de lock-outer Flins la semaine prochaine si la grève continue. Il semble, d'autre part, que de nouvelles lettres de licenciement aient été envoyées, cette fois à des délégués.

Ce matin et cet après-midi deux débrayages de 3 h sont appelés par les syndicats CGT et CFDT. La CGT a décidé de plus une manifestation aux Mureaux vers 18 h.

Mortagne-au-Perche L'usine Gaston Dreux occupée

L'usine Dreux à la Perrière où travaillent plus de 250 ouvriers est bien connue dans le Perche. Depuis des dizaines d'années qu'il n'existe pas de comité d'entreprise, pas d'élections de délégués du personnel, pas de CHS. Toute tentative de monter une section syndicale est immédiatement réprimée. Dans cette usine qui fabrique des maisons préfabriquées, une section CFDT vient de se créer et mercredi 14 juin, 75 % du personnel s'est mis en grève, avec le soutien de ceux qui ne peuvent pas faire grève : jeunes, sous contrat. Les revendications : 300 F pour tous, vers les 2 400 F pour 40 heures, le treizième mois, la reconnaissance du droit (CE, CHS, section syndicale). L'usine est occupée et la barrière fermée pour empêcher le départ de camions.

A 23 h, mercredi, Gaston Dreux accompagne un huissier qui note « l'entrave à la liberté du travail ». Une nouvelle AG a eu lieu jeudi pour continuer l'action engagée.

Corr. MORTAGNE-AU-PERCHE

Grenoble

COMITÉ ANTI-MARÉE NOIRE, UOP, COMITÉ MALVILLE, PCR, PSU, FRAPNA, UDCI, KERVREIZH, ADCC, appellent vendredi 16 juin à

Six heures pour la Bretagne

- Film sur l'île de Batz.
- Diapos : « Des volontaires racontent en toute liberté. »
- Débat avec un marin pêcheur du Finistère et un délégué de la société d'étude et de protection de la nature en Bretagne.
- Vente d'affiches, autocollants, livres.
- Fest noz avec les sonneurs bretons de la région.

A partir de 18 h, MJC Anatole France, cours de la Libération, Grenoble.

Venez nombreux...

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



CALBERSON (Paris)

POUR LES 200 F LES MANUTENTIONNAIRES EN LUTTE

Commencée le 1^{er} juin la grève des manutentionnaires de l'entreprise Calber-son (transports) à Paris, se poursuit, dans les dépôts suivants : avenue de Clichy, aux entrepôts Ney (boulevard Ney) et à Mac Donald (filiale du groupe).

Les manutentionnaires qui représentent environ 1/3 des effectifs de la société (2 500 travailleurs) exigent : une augmentation de salaire de 200 F pour tous, et une prime d'ancienneté égale pour tous.

Ils ont adopté comme forme de lutte un débrayage quotidien de deux heures. Ils ont l'intention de le poursuivre le temps qu'il faudra jusqu'à satisfaction

totale des revendications. Les débrayages quotidiens ont été adoptés de préférence à une grève totale, car ils permettent d'associer tous les travailleurs à l'action, sans qu'une partie importante du salaire soit perdue. Les débrayages sont d'autant plus efficaces qu'ils se déroulent à des moments différents d'un jour sur l'autre.

La direction s'est bien aperçue du danger que cette forme de lutte faisait courir à l'activité de la boîte, puisqu'elle tente actuellement de faire faire le travail par des jaunes venus de toutes les régions de France. Les grévistes jusqu'ici ne s'opposent pas à ce qu'une partie de leur

travail soit effectuée, vu que les jaunes, ne connaissant pas le travail, ont une activité très réduite.

Cette initiative de briser la grève est d'ailleurs d'autant plus inopérante qu'en réponse, les travailleurs de Calber-son à Lyon multiplient les mouvements de débrayages, certes non encore quotidiens, depuis plusieurs jours pour les mêmes revendications. Enfin, afin de rendre encore plus efficace leur mouvement, les travailleurs de Calber-son, ont entrepris en plus des débrayages, de ralentir leurs cadences de travail.

La direction de Calber-son, dans l'impossibilité de briser le mouvement, a alors choisi de réprimer : le

jeudi 8, des mesures de licenciement sont annoncées : le 9, trois délégués (2 CGT, 1 CFDT) accusés d'être des « meneurs de grève » se voient annoncer leur licenciement, sans toutefois que des lettres de licenciements leur soient envoyées. Les licenciements ont été votés au comité d'entreprise. Le PDG, Crescent, n'a obtenu une majorité qu'avec l'appui du SICEF, syndicat affilié à la CSL (ex CFT). Cette répression n'a pas fait fléchir le mouvement d'un pouce, au contraire : les grévistes refusent désormais de discuter sur leurs revendications, si les décisions de licenciements ne sont pas levées.

COFINOGA (Bordeaux)

400 FEMMES EN GREVE TOTALE

C'est 80 % des employées de COFINOGA (Centre de crédit des Nouvelles Galeries) qui se sont prononcées pour la grève totale reconductible mercredi 14 juin. Cette grève fait suite à cinq jours de débrayages répétés, qui se sont avérés insuffisants pour faire céder la direction. Celle-ci refuse d'appliquer la convention des établissements financiers, de modifier les classifications actuelles (plusieurs employées ne sont pas payées selon leur tra-

vail et leur qualification) et veut supprimer la prime de congé.

C'est la première expérience de lutte pour les femmes de COFINOGA, ce qui donne toute son importance à cette grève. Expérience importante parce qu'il faut prendre en mains collectivement les tâches vitales pour la poursuite de la grève ; des commissions sont déjà constituées : soutien financier, affiches et pancartes, discussion des revendications. Pour populariser la grève et gagner le soutien des travailleurs

de Bordeaux des distributions de tracts et des collectes sont prévues chez les employées des grandes surfaces (Nouvelles galeries) et des banques.

Une expérience où se fait l'apprentissage de la démocratie, où l'isolement entre chacune est battu en brèche, où les employées en tant que femmes, essaient de résoudre des problèmes qui leurs sont spécifiques comme celui des interventions publiques lors des AG ou celui de l'opposition plus ou moins nette de certains

maris ; une expérience enfin qui permet de juger sur le terrain de la réalité de certains partis politiques : en effet quelques militants du PC ont été séchement renvoyés mercredi dernier par les grévistes, pour être venus apporter leur « soutien » avec pour seule proposition des bulletins d'adhésion au PCF et sur un ton très méprisant et dominateur qu'elles ne pouvaient accepter. La détermination des grévistes est grande, pour continuer la lutte jusqu'à la victoire.

Corr. BORDEAUX

LMT (Nantes)

APRES LES MISES A PIED, LES LICENCIEMENTS CONTRE LE PIQUET DE GREVE

La direction de LMT ne désarme pas : après 53 mises à pied, 68 retenues de salaire, elle vient d'envoyer des lettres de licenciements à des travailleurs ayant participé au piquet de grève. Une dizaine de ces licenciements était recensée mardi soir au gala de soutien organisé devant l'usine mais la liste ne semble pas close et les travailleurs attendaient de se retrouver pour faire le point. Après 11 semaines de débrayages incessants, la lutte semble être à un tournant. Plus de 600 personnes se sont rassemblées mardi à la porte de l'usine à l'appel des syndicats de la métallurgie

nantaise CFDT et CGT. Mais nous étions loin des galas mobilisateurs organisés il y a quelques semaines par les travailleurs de LMT eux-mêmes, le comité de quartier et le groupe femmes Nantes-Nord. Seuls d'ailleurs, les porte-parole du syndicat seront intervenus, la CFDT pour vanter le « caractère symbolique de la lutte » et demander des négociations immédiates, la CGT pour dire qu'elle avait tout fait pour créer les conditions de l'élargissement de l'action. Or justement, c'est bien là que le bât blesse.

Car pour beaucoup de travailleurs venus apporter

leur soutien, aucune proposition concrète ne leur a été faite dans ce sens. Aux travailleurs de Laving-Glances, aux militants de l'UOP posant le problème d'une popularisation plus active, de structures larges de soutien à LMT, les représentants de l'Union Locale répondaient mardi que « les débordements gauchistes, il n'en était pas question » qu'avec les comités de soutien et de grève on ne savait pas où ça allait, etc, etc. Pourtant, c'est bien cela qui est au cœur du problème aujourd'hui à LMT comme à Warin. En butte à une répression très dure de la direction, ce ne sont pas les rassemble-

ments symboliques qui sont susceptibles d'augmenter le rapport de force.

Les ouvrières de LMT, peu présentes hier, le disaient elles-mêmes : « Le gala a été organisé sans nous, on nous a dit de faire quelques panneaux, c'est tout ». Que les travailleuses et travailleurs dirigent eux-mêmes une large popularisation, aient des structures de soutien, voilà qui pourrait faire reculer les patrons et empêcher l'enlisement que ces derniers espèrent. Et c'est bien cela qu'il faut discuter dans les jours qui viennent.

Corresp. Nantes